

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard Lenoir,  
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84  
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).  
Directeur de la publication :  
Alain Bobbio.  
Numéro de la commission  
paritaire : 46 722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

MARDI 2  
NOVEMBRE  
1976

Belgique 15 FB Suède : 2,25 KR  
Portugal : 15 ESC Italie : 300 L  
Grèce : 20 DR Suisse : 1 FS

## L'alternative

Le phénomène le plus significatif des élections présidentielles de cette année est le déclin historique de confiance dans les deux partis capitalistes, démocrate et républicain. Il est prévu que moins de la moitié de l'électorat américain se donnera la peine de voter. Pourquoi ? « Les candidats disent une chose, puis en font une autre ». « Peu importe qui est élu, les affaires semblent toujours aller de travers ». « Watergate a prouvé que les représentants élus ne travaillent que pour eux-mêmes ».

50 % ou plus de ceux qui ont déclaré ne pas voter partagent ces opinions. Les travailleurs américains sont en train d'apprendre, à travers une expérience amère, que les deux partis de la grande industrie n'offrent aucune solution à leurs problèmes sociaux et économiques. Par exemple, Ford et Carter sont tous deux opposés au droit de la femme à avorter librement ; ils sont tous deux opposés au « busing » pour la déségrégation raciale des écoles ; ils sont tous les deux d'accord sur la nécessité de « l'austérité » pour les dépenses sociales, alors que 100 milliards de dollars annuels sont alloués au budget militaire du Pentagone. Ni Ford ni Carter n'offre une solution au chômage, alors que le pays compte plus de 10 millions de chômeurs.

Les travailleurs américains n'ont pas de parti de masse, même pas réformiste. La bureaucratie syndicale est totalement soumise au Parti démocrate. Cette absence de toute alternative de classe explique pourquoi le mécontentement face aux partis capitalistes s'exprime, jusqu'ici, essentiellement par le cynisme antipolitique.

Les « grands débats » entre Ford et Carter n'ont fait que souligner le besoin, pour les travailleurs américains, d'entendre des idées alternatives. Cependant les démocrates et les républicains maintiennent un monopole des télévisions, des radios et des journaux. Des lois restrictives tentent d'empêcher tout autre candidat d'apparaître sur le scrutin.

Malgré tous ces obstacles, la campagne électorale du Socialist Workers Party a été la plus importante de son histoire. Nous avons présenté à des millions d'Américains une alternative socialiste. Nous avons défendu le « busing » et toutes les luttes pour les droits des Noirs ; le droit des femmes à l'avortement et aux crèches gratuites ; la ratification de la loi sur l'égalité des droits (entre les femmes et les hommes) ; du travail pour tous grâce à la réduction du temps de travail sans perte de salaire ; l'échelle mobile des salaires ; la suppression du budget militaire et l'utilisation de ces fonds pour les dépenses sociales ; la fin du soutien US à Israël, à l'Afrique du Sud et à tous les régimes répressifs ; le retrait de toutes les troupes US stationnées dans le monde ; la fin de l'espionnage par la CIA et le FBI ; enfin nous avons appelé les syndicats à rompre avec la politique capitaliste et à créer un Parti travailliste indépendant.

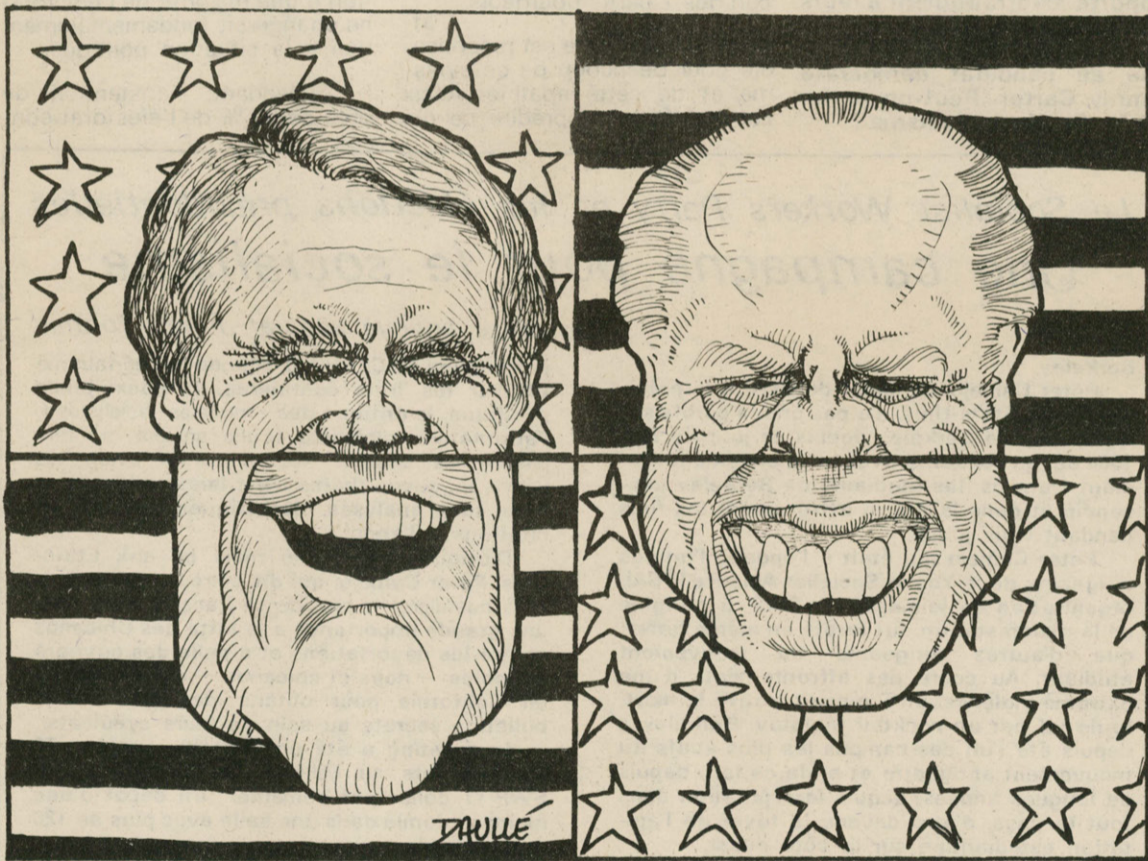
Notre campagne a reçu un très large soutien ; ce qui nous semble le plus important, nous avons gagné des centaines de personnes au parti révolutionnaire. Elle nous a permis d'établir un jalon dans la lutte titanique de la classe ouvrière américaine qui, nous en sommes sûrs, n'est pas reléguée dans un futur éloigné.

Peter Camejo  
Candidat du SWP  
aux présidentielles

# LE PRESIDENT DE 25% DES AMERICAINS

• Que ce soit Ford ou Carter le vainqueur,  
on s'attend à plus de 50 % d'abstentions

Voir page 2



# Où mène la piste noire ?

Spaggiari, le « cer-  
veau » du gang des  
égouts, sourit, les  
menottes aux poi-  
gnets. Sûr de son  
impunité ?

Voir page 6



# Le plan Barre en action

2,25 F  
le super  
aujourd'hui

Voir page 7

## LA RHODESIE INTERVIENT AU MOZAMBIQUE

Déjà engluée dans de complexes problèmes de procédures, la conférence de Genève va ralentir d'autant plus ses travaux, que le résultat des prochaines élections américaines risque de modifier les données du problème. En effet, une victoire de Jimmy Carter aurait pour conséquence le départ d'Henry Kissinger, principal artisan de la rencontre et caution politique de Ian Smith, le Premier ministre rhodésien. Ce dernier pense d'ailleurs revenir dans son pays, car selon ses propos, il doit s'occuper « des problèmes plus importants » à Salisbury que sur le lac Léman.

L'intensification des actions militaires de la ZIPA « Armée de libération du Zimbabwe » n'est pas le dernier souci du chef des colons. C'est pour contrer ces actions de guérilla que d'importantes troupes rhodésiennes ont pénétré lundi au Mozambique, base arrière des actions de la ZIPA. A ce sujet, l'agence du Mozambique (AIM) a fait état de « troupes équipées de chars, de canons, de bombardiers et de troupes d'infanterie ». Ces forces auraient pénétré au Mozambique par la province du Tete, dans la région de Cabora Bassa et auraient avancé à l'intérieur du pays vers les régions de Changara, Nura, Chioco, Gentu et Chicombozi. Elles seraient actuellement expulsées par les forces populaires de libération du Mozambique, indique l'AIM.

## FORD OU CARTER PRESIDENT D'UN AMERICAIN SUR QUATRE

Il y avait déjà Giscard, président d'un Français sur deux. Demain on aura aussi Ford, ou Carter, président d'un Américain sur 4. Combien seront-ils à ne pas voter ou à ne voter pour aucun des deux candidats démocrate ou républicain ?

N'ayant pas réussi à éveiller l'intérêt d'une majorité de l'électorat, ou même à soulever l'enthousiasme de leurs propres supporters, républicains et démocrates se sont efforcés tout au long de ces dernières semaines d'amener les résignés, les sceptiques et les indifférents à participer au scrutin, et de rallier les plus indécis.

Les sondages d'opinion jouent, c'est évident, un rôle considérable. Au cours de la campagne électorale ils avaient donné une confortable avance au candidat démocrate Jimmy Carter. Aujourd'hui rien ne va plus. Le dernier sondage rendu public et qui fait la une des quotidiens de lundi, ne donnait plus à Carter qu'une avance de 1 % sur son rival Gerald Ford. « Ce qui, il y a dix semaines, semblait devoir être une victoire facile, Carter ayant les cartes en main,

s'est transformé petit à petit dans ce qui pourrait bien devenir l'élection présidentielle la plus serrée depuis le coude à coude Nixon-Kennedy en 1960 » écrivait dimanche le *San Francisco Examiner*. Autrement dit « tout est encore possible. La décision ne dépend que de vous. Le vote décidera ».

Alors que les républicains ont axé l'essentiel de leurs efforts en direction des indécis, les démocrates ont choisi, eux, de mobiliser les indifférents. Sérieusement menacé par un taux d'abstention très élevé, certainement le plus élevé depuis la Deuxième Guerre mondiale, le Parti démocrate a dépensé plus de deux millions de dollars pendant les dernières semaines pour inciter quelques trois millions d'électeurs à aller s'inscrire sur les listes électorales. Pour la plupart les défavorisés, en particulier les minorités nationales, Noirs, Chicanos et Portoricains, devraient apporter leurs voix au Parti démocrate en cas de vote au finish. Aucun effort n'a été ménagé.

Radios et télévisions sont les instruments privilégiés de cette campagne propagandiste de dernière heure. Les républicains reconnaissent avoir dépensé 1,5 millions de dollars pour l'achat de temps d'antenne pour les trois derniers jours qui ont précédé le 2 novembre. Les démocrates annoncent de leur côté un investissement à peu près semblable, 2,5 millions de dollars en deux semaines. Les trois chaînes de télévision nationale auront pendant trois heures le même programme lundi soir. Les morceaux de bravoure censés emporter la conviction finale seront, de toute évidence, construits sur le même thème, extrêmement mobilisateur, il est vrai que tous les « spots » répètent d'heure en heure depuis des semaines sur le petit écran : « Décidez quel est le moins mauvais des deux ». Enfin la presse écrite : sur 661 journaux, 411 soutiennent la candidature de Ford, 80 celle de Carter, 1 celle de Mc Carthy et 1 celle de Thomas Anderson (Parti américain, extrême-droite).

Julien Tonnac

### Interview de Peter Camejo, candidat du SWP aux élections présidentielles « Nous essayons d'expliquer aux travailleurs que derrière les deux grands partis, il y a les classes... »

● 22 mois de campagne, 250 000 dollars de budget, 80 candidats répartis entre 28 Etats... n'était-ce pas un projet trop ambitieux pour une organisation de la taille du Socialist Workers Party ?

● De nombreuses personnes, en plus des militants du SWP, ont effectivement participé à la réalisation de cette campagne. Celle-ci, et c'est là le plus important, nous a permis de toucher des millions de personnes que les socialistes n'auraient jamais pu approcher autrement. Un seul show d'une demi-heure à la télévision, nous a permis de diffuser nos idées socialistes en direction de 5 millions de téléspectateurs. Nous avons voulu prendre avantage de cette occasion pour expliquer aux Américains que les deux partis bourgeois, démocrate et républicain, ne représentaient pas leurs intérêts et que nous avons besoin d'un parti qui représente les intérêts de la classe ouvrière. C'est ce que nous avons fait durant cette campagne, tout en participant aux développements de mouvements de masse, le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, le mouvement pour les droits civiques, toutes les luttes qui, à l'heure actuelle, sont au centre des préoccupations d'une majorité d'Américains.

● La campagne du SWP est extrêmement propagandiste. Dans la plupart de ses meetings, le niveau général des interventions serait qualifié en France d'élémentaire. De plus il n'y a ni drapeaux rouges ni chants révolutionnaires, sans parler de l'Internationale, peux-tu nous expliquer pourquoi ?

● Notre propagande socialiste a pour but de faire comprendre aux gens que les partis représentent des classes. Il n'y a jamais eu aux Etats-Unis de parti ouvrier de masse et donc notre principale tâche dans cette campagne est de mettre en évidence la farce électorale dirigée par les deux partis bourgeois qui tous deux représentent les mêmes intérêts, et de faire comprendre à une masse d'Américains que les problèmes qui les touchent, que ce soit le chômage, l'inflation, la discrimination, le racisme, la pollution sont entièrement déterminés par les deux partis pour satisfaire les intérêts de la classe dominante capitaliste.

● Deux éléments de la situa-

tion politique me paraissent particulièrement importants : le cynisme et l'apathie d'une fraction importante de l'électorat américain et le soutien apporté, contrairement à leurs habitudes, par des dirigeants de secteurs clés de l'économie au candidat démocrate Jimmy Carter. Peut-on parler de la fin du bipartisme ?

● Je crois qu'il est effectivement prématuré de parler de la fin du bipartisme, parce qu'un grand nombre d'électeurs ne voteront le 2 novembre pour aucun des 2 partis bourgeois.

L'affaire du Watergate est responsable pour beaucoup de ce cynisme et de cette apathie. Aussi est-il difficile de prédire ce qui

va se passer dans les prochaines années. A moins qu'un important parti socialiste ne se développe, à moins que n'apparaisse une véritable alternative, la désaffection d'une majorité de l'électorat ne changerait fondamentalement rien à la situation politique.

Cependant, l'abstention de près de 50 % de l'électorat con-

### Le Socialist Workers Party et les élections présidentielles Une campagne pour le socialisme

De notre envoyé spécial Julien Tonnac

Berkeley.

Peter Camejo, candidat du SWP à la présidence des Etats-Unis, n'a pas pris la parole sur le campus de Berkeley depuis ce jour de mai 1968 où, en solidarité avec le mouvement étudiant français, les étudiants de Berkeley descendirent dans la rue et affrontèrent les flics pendant trois jours.

Peter Camejo qui était à l'époque l'un des dirigeants de la Young Socialist Alliance (YSA), organisation de jeunesse du SWP, à l'origine de la manifestation, fut arrêté en même temps que d'autres dirigeants du mouvement étudiant. Au cours des affrontements d'une extrême violence, un flic avait trouvé la mort, brûlé vif par un cocktail Molotov. Berkeley a depuis été l'un des campus les plus actifs du mouvement antiguerre et a, de ce fait, depuis de longues années, acquis la réputation dans tout le pays, d'être devenu le foyer de l'agitation estudiantine sur la côte ouest.

Aujourd'hui, Berkeley, comme de nombreuses universités hier très militantes, est redevenu un campus où les étudiants pensent plus à travailler et à jouir du doux soleil de Californie qu'à se battre pour des « causes trop généreuses ». Ils sont pourtant plus d'un millier à s'être rassemblés ce lundi sur l'esplanade pour écouter le candidat Camejo. A peine moins nombreux que ceux qui, une semaine plus tôt, étaient venus écouter le sénateur Walter Mondlane, candidat démocrate à la vice-présidence, qui leur a expliqué pourquoi il faut le 2 novembre voter Jimmy Carter.

Mais l'ambiance est toute autre. Peter Camejo, qui arrive au terme d'une campagne de 22 mois, est un excellent orateur qui sait allier l'humour à la rigueur de l'analyse politique. Les nombreux applaudissements qui ponctuent chacun de ses discours visent plus souvent la rigueur de l'analyse que la justesse de la pique. En un peu plus d'une heure, Peter Camejo fait le tour des questions fondamentales auxquelles se doit de répondre les militants socialistes aujourd'hui aux Etats-Unis : les origines de la crise économique, le rôle de la bourgeoisie, la farce électorale des deux grands partis, la nécessité d'un parti ouvrier et d'organisation de masse pour les Noirs, les Portoricains et les Chicanos, l'organisation des femmes, la lutte antibureaucratique dans les syndicats, les fausses alternatives bourgeoises telles que celle proposée

par Eugène McCarthy, le rôle de l'impérialisme US sur les trois continents, la coexistence pacifique, la critique des « modèles socialistes », l'alternative socialiste (« une société qui fera passer les besoins de l'humanité avant les profits ») ; aucun thème n'est laissé à l'écart et tous sont analysés, décortiqués, chiffres et citations à l'appui.

D'origine mexicaine, mais né aux Etats-Unis, Peter Camejo, qui dit « être le premier latino à postuler à la présidence » accorde bien sûr une grande importance à la lutte des Chicanos contre les déportations et à celle des ouvriers agricoles — noirs et chicanos — qui se battent en Californie pour obtenir des élections à bulletins secrets au sein de leurs syndicats.

Le meeting a été un véritable succès : 76 abonnements au Militant, l'hebdomadaire du SWP (1 dollar par semaine) ; un débat d'une heure et demie dans une salle avec plus de 120 étudiants, dont une trentaine demandent à discuter plus profondément avec les militants de la Young Socialist Alliance ; 6 adhésions. D'un campus à un autre, c'est toujours le même succès. Nombreux sont en effet ceux qui ignorent tout de l'alternative socialiste, qui ne voient le communisme qu'à travers le prisme déformant de la propagande bourgeoise et de la caricature stalinienne. A chaque fois d'ailleurs, les mêmes questions reviennent : « Que pensez-vous des événements en Chine ? » « Les élections en Tchécoslovaquie ? » « Quelle alternative à la planification bureaucratique ? », etc.

Qu'ils soient étudiants ou travailleurs, les Américains sont totalement ignares en matière de politique. Le discours de Peter Camejo qui, en France, passerait pour très élémentaire, les surprend comme une révélation. Ce qu'ils n'arrivaient pas à mettre bout à bout se trouve exposé clairement avec une logique implacable, par des socialistes, qui plus est, leur propose même des solutions ! Mais c'est là sans doute que le bât blesse le plus. Un sentiment d'impuissance, mêlé de cynisme et d'individualisme, prévaut le plus souvent, et le soutien s'arrête au niveau du porte-monnaie. Pourtant, contrairement à ce que nous connaissons en France, c'est après avoir donné. A Los Angeles, les 250 participants du meeting central « ont contribué » pour la modeste somme de 3500 dollars (15 500 F). Qui dit mieux ?



Peter Camejo

firme qu'il y a d'énormes possibilités politiques pour un parti socialiste de se développer et de mettre fin au bipartisme dans lequel nous vivons depuis 100 ans. Cela arrivera-t-il rapidement ou pas, c'est une chose assez difficile à dire, je crois que cela dépend avant tout de la poursuite de la crise économique et de son approfondissement possible.

● Peut-on envisager que ce cynisme, cette apathie se transforment en conscience de classe et en combativité ?

● Après la dépression de 1929 aux Etats-Unis, il y a une période longue de cinq années où les travailleurs ont été démoralisés et il n'y a eu aucune lutte. Au début de la crise économique, nous avons connu le même phénomène, une vague de démoralisation d'individualisme et de cynisme. Le mouvement s'arrêtera d'abord au niveau des individus puis au niveau de masse quand les travailleurs prendront conscience que seul le mouvement de masse peut apporter un changement.

A court terme, l'élément le plus important pour favoriser cette prise de conscience est la campagne de Sadlowski, visant à obtenir la direction du Syndicat de la Métallurgie. Une opposition s'est en effet développée à la base au sein de cette union syndicale, la plus importante de la centrale AFL-CIO qui regroupe plus d'un million et demi de travailleurs. Elle commence à marquer des points. Si Sadlowski et le mouvement qui le porte devaient l'emporter, cela permettrait de voir se développer de nouvelles luttes qui auraient très certainement pour conséquence de développer la combativité et la conscience de classe des travailleurs.

PORTUGAL

# 1200 DELEGUES AU CONGRES DU PCP

« Augmenter la production pour renforcer la démocratie »

Hier matin s'est ouvert à Lisbonne le premier congrès ordinaire du Parti communiste portugais, depuis que le coup d'Etat des capitaines du 25 avril 1974 lui a rendu la légalité. Devant 1 200 délégués, censés représenter les 100 000 membres du PCP, le secrétaire général s'est attaché, comme en octobre 74, à illustrer la continuité de la politique du parti, résumée dans la formule de « l'évolution démocratique nationale ».

En avril 1974, Alvaro Cunhal, devisant avec Spínola, lui proposait de « collaborer démocratiquement, puisqu'il n'y avait plus besoin d'aucune révolution », répondait au général président : « Oui, mon général, nous autres communistes, nous sommes des démocrates et nous voulons collaborer à l'implantation de la démocratie. »

La direction du PCP ne s'est pas départie de cette ligne d'action. Elle manifeste aujourd'hui un respect total pour la Constitution, présentée comme le tremplin du socialisme, et donc pour le président de la République, le général Ramalho Eanes. Ce huitième congrès « innove », ainsi en supprimant toute référence aux revendications antérieures de « démocratisation » de la police, de la gendarmerie, de l'armée, de la magistrature, au moment même où la droite réactionnaire réorganise ouvertement ses forces dans la serre chaude de l'appareil d'Etat. Il est vrai que la Constitution portugaise, malgré ses quelques déclarations « socialisantes », n'empêche guère l'adoption de mesures concrètes qui annulent, dans les faits toutes les références générales au contrôle ouvrier et au passage au socialisme. Mais il est vrai que pour Alvaro Cunhal, la Constitution assure « l'institutionnalisation de la voie démocratique au socialisme ».

## La bataille de la production

Dans la foulée, « le PCP défend une politique qui correspond au Portugal démocratique de nos jours, à l'existence d'une économie mixte ». Comme le PS, il revendique la planification pour le secteur nationalisé, et une aide sélective de l'Etat au secteur privé afin de « lui assurer un taux de profit suffisant ». Ainsi, les thèses du huitième congrès affirment : « La situation exige une politique d'austérité », mais qui « doit commencer par la consommation de luxe des classes parasites ». Ce genre de précautions est fait pour masquer l'acceptation, dans la pratique, d'une grande partie des mesures gouvernementales, sous le prétexte « de la stabilité et de l'intérêt national ». Orientation résumée par le slogan : « Augmenter la production réduire la consommation. »

La réponse du PCP aux attaques portées contre les conquêtes des travailleurs met l'accent sur la rentabilité écono-

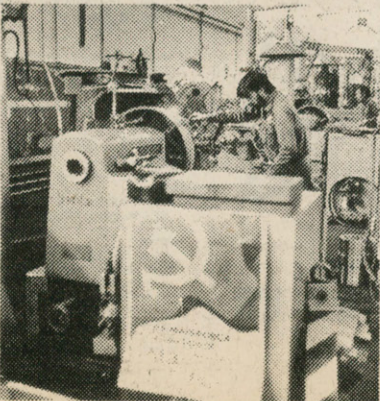
mique du secteur industriel nationalisé et des unités collectives de production (UCP), de l'Alentejo et du Ribatejo.

Alvaro Cunhal déclarait le 1<sup>er</sup> novembre, devant les 3 000 délégués de ces unités agricoles : « Il est nécessaire que nous comprenions que cette phase est différente des autres — celles des occupations, des expropriations de terres. Aujourd'hui, nous devons consolider ce résultat pour que plus personne, à l'Assemblée de la République, n'en vienne à proposer des lois destinées à révoquer la réforme agraire. De plus, nous devons garantir que les UCP et les coopératives aient une vie économique stable. »

Intensifier au maximum le travail des ouvriers et ouvrières agricoles, telle est la stratégie proposée par le PCP pour défendre la réforme agraire. Mais s'il est vrai que la production agricole a fortement augmenté en raison de l'accroissement des surfaces cultivées et de l'effort productif, pour ces mêmes raisons, dans le futur, le recul de la production est certain. On peut compter sur le gouvernement pour y aider de son mieux par des mesures de restriction du crédit et d'augmentation du prix des engrais.

Dans l'industrie nationalisée le contrôle ouvrier se transforme de plus en plus en cogestion. Les commissions de travailleurs (CT), dominées par le PCP, sont destinées à en être l'instrument. Les thèmes du PCP opposent à la « récupération capitaliste », la gestion et la restructuration du secteur nationalisé, afin d'en démontrer la dynamique face au secteur privé.

Par cette nouvelle « bataille de la production », le PCP entend engager le Portugal sur « une voie non capitaliste », qui « sans exclure de grands secteurs de l'économie s'appuie nécessairement sur la consolidation du



processus de nationalisation, de l'intervention de l'Etat, de la réforme agraire ». Ainsi « pourra se concrétiser une jonction entre l'action gouvernementale et l'intervention active des travailleurs dans la réorganisation et le développement de l'économie ».

Mais comment cette convergence serait-elle mieux assurée que par « la participation au gouvernement du PCP » ?

## La priorité des priorités

Le PCP continue de se réclamer, dans ses thèses « d'un gouvernement de gauche ». Mais, depuis les 8 % obtenus par son candidat aux élections présidentielles, Octavio Pato, le thème dut être mis en sourdine. Dès lors, pour « le parti de la classe ouvrière », consolider son emprise sur les CT et surtout sur le mouvement syndical, devient la priorité des priorités.

Dans ce but, les militants du PCP qui dirigent le secrétariat de l'intersyndicale n'ont reculé devant aucune manœuvre bureaucratique pour écarter tout courant se revendiquant de la démocratie syndicale, mettant en question leur refus d'engager la lutte contre le plan d'austérité gouvernemental. Par ses coups de force, celui qui s'intitule « le parti de la classe ouvrière », est aujourd'hui l'un des principaux responsables de sa division. Les proclamations unitaires, les quelques critiques au comportement sectaire face aux militants du PS ne changeront en rien l'attitude actuelle du PCP dans la préparation manipulateur du futur congrès syndical.

Après le rassemblement de 200 000 personnes à la fête de l'Avante, en septembre, le huitième congrès du PCP se doit de confirmer ce succès par une démonstration « de force et d'unité ». Certaines assemblées régionales de préparation du congrès, comme plusieurs réunions syndicales, indiquent néanmoins que cette cohésion réaffirmée n'empêche pas de nombreux militants de ce parti — passé de 5 000 à 100 000 membres en deux ans — d'exprimer leurs doutes sur l'orientation et la passivité de la direction face aux mesures anti-ouvrières du gouvernement Soares.

L'unanimité traditionnelle du congrès ne pourra pas effacer cette réalité.

Ch. Michaloux  
Ch-A. Udry



## La LCI au congrès du PCP

La direction du PCP, par une lettre signée Octavio Pato, a invité nos camarades de la Ligue communiste internationaliste (organisation de la Quatrième Internationale au Portugal), à assister à ce huitième congrès. En outre, nos camarades ont pu participer à diverses assemblées régionales de préparation.

La LCI distribuera aux congressistes une brochure spéciale répondant aux thèses présentées par Alvaro Cunhal. Nos camarades ont demandé à pouvoir s'adresser directement au congrès.

Jusqu'à ce jour aucune réponse officielle ne leur est parvenue.

## ARGENTINE

# 28 GUERRILLEROS ASSASSINES

Au cours des dernières 24 heures, 28 « guérilleros » ont été abattus par les forces de police argentines. Dans l'état actuel des informations il est difficile de préciser, s'il s'agit uniquement de militants assassinés, par les forces de l'ordre au cours des perquisitions annoncées ou s'il s'agit aussi d'actions de représailles après l'exécution par la guérilla du vice-amiral Adolfo Vali, directeur de la firme Zafrar, filiale argentine de Peugeot, abattu mardi matin à Castelar, et après l'attentat à la bombe contre l'immeuble de la direction de la police à La Plata. Onze membres des forces de l'ordre ont été blessés par l'explosion, certains très gravement, comme le sous-directeur de la police, le colonel Ernesto Trotz.

Par ailleurs, les forces de sécurité ont annoncé la découverte d'une importante fabrique d'armes des Montoneros, camouflée sous les dehors d'une entreprise fabriquant des amortisseurs automobiles à Villa Dominico (banlieue sud de Buenos-Aires). Les forces de sécurité ont

découvert plusieurs milliers de grenades à main et antichars, des carabines et des mortiers ainsi que deux mines de 20 kg, capables de faire sauter n'importe quel édifice officiel. Selon la police, les armes et le matériel découverts sont estimés à 500 000 dollars. Dans les dépendances de l'usine avaient été aménagés une « prison du peuple » et un polygone de tir.

● Le numéro 4 d'Argentine-Information, le bulletin du Comité de soutien aux luttes du peuple argentin est paru. Au sommaire, entre autres, une enquête sur le plan Mercurio de collaboration policière entre l'Argentine et l'Uruguay, un article sur le scandale de l'attitude de l'ambassade de France à Buenos-Aires. CLSPA, 14, rue de Nauteuil. 2 F.

Par ailleurs, le CLSPA et le comité Uruguay viennent d'éditer deux cartes postales, à envoyer massivement aux deux ambassades à Paris. Commandez les, diffusez les, envoyez les massivement !

## BRESIL

Alors que le mouvement de masse renaît

# ELECTIONS MUNICIPALES DIMANCHE

Alors que la situation reste marquée par la gravité de la conjoncture économique et l'éclatement de contradictions au sein du gouvernement, le mouvement de masses renaît.

Lors des récents obsèques de l'ancien président de la République, Kubitschek, des manifestations ont regroupé plusieurs milliers de personnes aux cris de « A bas la dictature ». Les accrochages se multiplient, entre les queues de clients, frappés par la pénurie de haricots (denrée alimentaire de base au Brésil) et les directions des magasins. Devant la détérioration des conditions de transports (vieux trains délabrés, retard très important voire accidents) des manifestations spontanées d'usagers ont éclaté à plusieurs reprises, qui ont bloqué le trafic et sont allées jusqu'à démolir le matériel.

Parallèlement, dans le

mouvement ouvrier, les « commissions ouvrières » et groupes d'« oppositions syndicales » sont parvenus à animer des petites grèves, surtout dans les régions industrielles de Sao Paulo et de Belo Horizonte. Par ailleurs les universités connaissent une agitation quasi permanente depuis plusieurs mois. Dans les organes représentatifs des étudiants une position majoritaire s'est développée pour mener la campagne en faveur du vote nul pour les élections municipales de dimanche, et la transformation de la campagne électorale, en une campagne pour les libertés démocratiques.

Correspondance.

# TCHAD

Derrière l'affaire Claustre

## LE RENFORCEMENT DE «L'ASSISTANCE MILITAIRE» FRANÇAISE

L'annonce faite par le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) d'une possible libération de Françoise Claustre braque à nouveau les feux de l'actualité sur ce pays situé au cœur de l'Afrique. En apparence les choses telles que la télévision et la presse nous les ont expliquées seraient simples. Des otages, dont l'ethnologue Claustre auraient été enlevés depuis avril 1974 par des « rebelles toubous » dans la région du Tibesti situé au nord-est du Tchad.

Ces forces commandées par Goukouni et Hissène Habré s'opposeraient au régime militaire tchadien de Félix Malloum, mais seraient en dissidence avec celle du FROLINAT d'Abba Siddick. L'annonce par le FROLINAT du ralliement à son mouvement des forces de Goukouni qui ont désavoué Habré dérange cette belle construction et déchire bien des écrans.

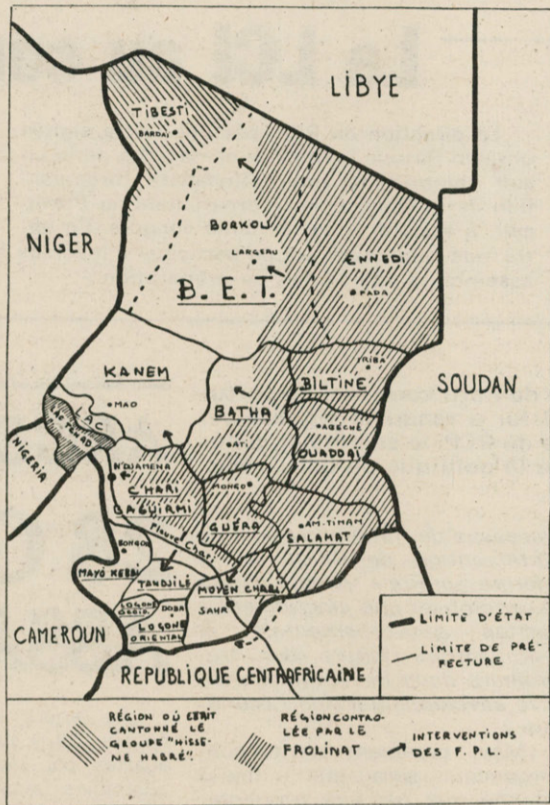
En l'occurrence force est désormais faite aux journalistes en mal de sensationnel de mentionner l'existence du FROLINAT qui contrôle la moitié du territoire, alors que les rebelles toubous ne contrôlaient qu'une faible partie au Nord-Est et seulement 2% de la population. Il leur faudra ensuite parler plus précisément de ces Toubous, représentés essentiellement sur les ondes par Habré, ancien agent de Tombalbaye. Pourquoi ne pas avoir donné la parole à Goukouni, véritable leader des Toubous, et qui aurait certainement dit des choses fort intéressantes sur le Tchad au-delà du cas très parcellaire de l'otage Claustre. Il faudra enfin s'interroger sur le véritable rôle d'Hissène Habré, ses liaisons avec le pouvoir néo-colonial et sa fonction par rapport au mouvement de libération nationale.

Et à parler du FROLINAT, il faudra bien en venir à s'interroger sur le rôle de l'impérialisme français dans ce pays. Le récent voyage éclair de Chirac, le 6 mars 1976, aurait dû pourtant fournir aux journaux en mal de copie bien des développements passionnants. Par exemple sur ce qui est pudiquement appelé « l'assistance militaire » de la France et qui était l'objet du voyage de l'ex-Premier ministre.

On aurait pu peut-être savoir pourquoi au lieu des 15 millions de projets d'investissements initialement prévus, ce sont 40 millions de francs que la France affectera au Tchad en vertu des derniers accords signés.

A quelle fonction sont destinés les nouveaux « instructeurs » envisagés, qui doivent renforcer les 650 « experts » déjà en place sous les ordres du dénommé Gouverneur, directeur du « Centre de recherches et d'exploitation des renseignements ». Et puis, pourquoi ne pas interroger ces rumeurs qui faisaient état, après le voyage de Chirac, de livraisons d'armes et d'automitrailleuses légères ?

La circulaire que nous publions, datée de juillet, précise ces rumeurs. Elle n'est pas pour nous étonner. De longue date, le Tchad représente pour la France un relié stratégique de toute première importance. D'un point de vue logistique, par exemple N'Djamena est la voie la plus rapide pour atteindre Djibouti pour des avions militaires de transport de type « Transall »...



La conservation de cette « plaque tournante », compte tenu de l'évolution politique du continent, légitime bien des efforts. Pas étonnant qu'en 1975 l'aide au Tchad ait été de l'ordre de 350 millions de francs et que 50% de cette somme ait été consacrée à « l'assistance militaire ». Que rien ne soit négligé pour « tchadianiser la lutte anti guérilla » selon les termes mêmes du FROLINAT. Et que face à l'écho rencontré par celui-ci, les tentatives de division à la Hissène Habré fasse partie des plans. Parler de Mme Claustre comme l'a souligné le FROLINAT, c'est parler « que d'une personne. Mais qui donc a évoqué le sort de milliers de Tchadiens victimes de l'interventionnisme français ? » Gageons que sur ce nouveau terrain, les mass-média perdront de leur loquacité et de leur virulence.

Frank Tenaille.

◆ Le FROLINAT dirige depuis 1968 la lutte armée contre le régime néo-colonial de Félix Malloum (qui a renversé le régime précédent de Tombalbaye) pour « une transformation radicale des structures néo-coloniales ».

# ISRAEL

Contre l'austérité gouvernementale

## 120 000 travailleurs en lutte

Une riposte massive mais dispersée

4 400 fonctionnaires, 16 000 ingénieurs, 2 500 médecins, 2 500 assistants sociaux, les douaniers, les enseignants du secondaire, les employés des deux plus grandes banques du pays, les 800 travailleurs des usines de la mer Morte, les techniciens radiologistes et les travailleurs des hôpitaux, les officiers marins et les travailleurs d'une douzaine d'usines d'importance moyenne, ce sont en tout plus de 120 000 travailleurs qui sont entrés en lutte cette semaine.

Jérusalem: de notre envoyé spécial

Cette riposte des travailleurs, pour massive qu'elle soit, arrive tardivement. Voilà plus de dix mois que les patrons refusent de renouveler les contrats, que l'échelle mobile n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut il y a trois ans. Les réajustements sont maintenant imposés et seuls 70% sont répercutés. Enfin, pour la première fois depuis deux ans, le gouvernement arrête de verser des subventions aux produits de première nécessité. Ainsi des produits tel que le pain, les produits laitiers, les œufs, les transports ont augmenté de nouveau de 20 à 30%.

Mais c'est en ordre dispersé que la riposte se développe. Les revendications sont très souvent identiques mais aucune coordination n'existe. La mobilisation s'effectue autour du renouvellement des contrats, du réajustement des salaires en fonction des prix, de la garantie de l'emploi.

La Histadrout, qui est censée représenter les travailleurs, s'est contentée de quitter la commission chargée de discuter sur la diminution des subventions gouvernementales. Mais elle annonçait trois jours plus tard qu'elle était prête à autoriser une nouvelle flambée des prix pour

l'année qui vient. Le gouvernement est évidemment prêt à le faire, il l'avait déjà promis l'an dernier. On voit le résultat aujourd'hui.

Et au moment où l'on demande aux travailleurs de se serrer la ceinture, une nouvelle affaire de corruption vient d'éclater. Elle touche les dirigeants du Parti travailliste et de la Histadrout. Les autorités s'en seraient bien passé au moment où elles tentent d'imposer leurs mauvais coups au nom de l'intérêt national et de la patrie en danger. Les fraudes se chiffrent en millions de francs lourds.

C'est sans doute la raison pour laquelle la Histadrout n'a pas osé s'opposer frontalement à certaines luttes, entre autres l'occupation de l'usine Assis par les travailleurs et la séquestration des directeurs.

Il n'en reste pas moins que si la direction actuelle persiste, si les comités de travailleurs ne réussissent pas à se coordonner, le gouvernement se ressaisira et mettra fin à ces luttes qui sapent la politique économique. On parle déjà des ordres de réquisition militaire pour les secteurs indispensables à la bonne marche du pays. En période de guerre, tous les secteurs de l'économie sont indispensables !

Michel Warshawski

Slogan sur un mur des quartiers juifs pauvre à Jérusalem



# DOCUMENT

9 JUILLET 1976

MONSIEUR L'ATTACHE DES FORCES ARMÉES  
PIÈRES L'AMBASSADEUR DE FRANCE  
B.P. 431

N'DJAMENA (TCHAD)

176.20.C.13 - MISSION MILITAIRE DE COOPERATION - DESTINATION FINALE N'DJAMENA.

Messieurs,

Nous venons de procéder à l'expédition suivante à votre

- adresse :
- navire : M/S HOEGH DENE
- de : BORDEAUX LE 28.6.76 pour DOUALA
- marchandise : 14 c/Fusils mitrailleurs et Accessoires 944 K°
- fournisseur : Manufacture d'armes de TULLE.

Nos agents à DOUALA et à N'DJAMENA, la Société MORY, ont reçu de notre part toutes instructions utiles, afin que ces marchandises vous soient livrées dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

M. FERNAND

Ce document daté peu après le voyage de Chirac au Tchad confirme l'envoi de matériel militaire. Rien d'étonnant non plus à ce qu'il transite par le Cameroun dont le président Ahidjo était récemment reçu à Paris.

# NATIONS UNIES

## Vote d'un code anti-apartheid

C'est un véritable code de lutte contre l'apartheid que constituent les 9 résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies. Un code aux considérants particulièrement virulents puisque l'un de ces textes proclame « la destitution de l'Etat qu'est la République sud-africaine » et « l'illégitimité de son gouvernement ». Celui-ci, décrit simplement par l'épithète de « raciste », n'a selon la résolution « aucun droit de représenter le peuple sud-africain ». Par conséquent, la résolution déclare que le peuple opprimé a le droit « de s'emparer du pouvoir » et ceci « par tous les moyens possibles ».

La réaction des Etats liés au régime d'apartheid ne s'est pas fait attendre. Porte-parole des 11 voix strictement occidentales qui ont voté contre (108 pays ont approuvé le texte final, 22 s'abstenant) les Etats-Unis ont déclaré que cette résolution était « un appel à l'insurrection et au bain de sang ».

Par cette décision il semble que l'assemblée ait voulu, pour la première fois, légiférer de manière radicale sur les structures constitutionnelles de la République sud-africaine elle-même.

Bien plus, pour contourner l'inévitable obstacle des vetos occidentaux, deux des résolutions précisent comment mettre en

pratique ce code. L'une, adoptée par 110 voix contre 8 et 20 abstentions, a demandé l'application de l'embargo sur les armements, bloqué jusque là par les vetos des pays occidentaux. La deuxième, présentée par la Scandinavie (124 pour et 16 abstentions) demande l'interdiction de « nouveaux » investissements. F.T

Publicité

**K7. UR**

**K7 UNIVERSITE ROUGE**

Sont disponibles actuellement :

- Le mode de production capitaliste (J.Valier).
- Les contradictions du capitalisme (J.Valier).
- L'impérialisme (J.Valier).
- L'Etat dans la société capitaliste (M.Hallouz).
- Le matérialisme historique (J.M. Vincent).
- Les classes sociales 1 (D.Bensaïd).
- Les classes sociales 2 (D.Bensaïd).
- La théorie leniniste de l'organisation (H.Weber).
- La dégénérescence bureaucratique du mouvement ouvrier (H.Weber).
- Le phénomène stalinien 1 (G.Filoché).
- Le phénomène stalinien 2 (G.Filoché).
- La crise actuelle du capitalisme (J.Valier).

Les deux nouvelles :

- Le Front Populaire (P.Franck).
- Le Parti Communiste Français (D. Berger).

En préparation :

- Le modèle chinois (F.Carlier).

Pour toute commande envoyer la publicité en cochant le nombre voulu et les K7 correspondantes (pour 121)

- 12 K7 250 F port inclus
- 14 K7 200 F port inclus

à l'adresse des Editions de la Taupe Service K7 Formation 10, Impasse Guéménès, 75004 PARIS

Chèques libellés à l'ordre des Editions de la Taupe. Toutes ces K7 sont en vente à l'unité à la Librairie Rouge - 25 F.

Elections législatives partielles

Gironde

# LA POLITIQUE DANS LES VIGNOBLES

de notre envoyé spécial Pierre Julien

C'est sans doute le coin de France qui connaît la plus forte densité de châteaux au kilomètre carré. De Bordeaux à la pointe du Verdon, toutes les petites routes de campagne du « Médoc » mènent en effet aux plus grands noms du vignoble bordelais : Château-Margaud, Château-Rotschild, Château-Beychevelle où l'on produit chaque année des milliers de bouteilles de vin qui seront vendues souvent plusieurs dizaines de milliers d'anciens francs le litre.

Si les crus ont une valeur différente suivant les millésimes, les conditions de travail sur les terres de ces grandes familles propriétaires sont, par contre, insensibles au rythme des ans. Payé le plus souvent en dessous du SMIC pour des journées qui avoisinent les 10 heures de travail, logé dans des baraquements contigus aux châteaux des « maîtres », le prolétariat agricole du « Médoc » vit dans une misère et une soumission peu ima-

coïncidence, Achille Fould a réussi à obtenir 3 millions de Barre, il y a quelques semaines, en pleine période d'austérité ! Mais, fait plus important, la région s'est urbanisée et industrialisée. Si l'essentiel des lotissements construits depuis une dizaine d'années ont bénéficié avant tout aux cadres bordelais, l'implantation d'entreprises comme Ford, immense usine jaune qui surgit au milieu des forêts, n'est pas restée sans conséquences sur l'évolution des forces sociales.

château en « Médoc », il est vrai un peu moins somptueux que celui de son rival Achille-Fould, a pris comme suppléant un militant socialiste de la cité administrative de Bordeaux qui est un responsable de... Force ouvrière. Et il a reçu le soutien, fait unique pour les six élections de dimanche prochain, de la fédération départementale du Parti socialiste. Mitterrand est même venu le soutenir publiquement dans un meeting. Il est vrai que les socialistes de Gironde ont, de longue date, capté les voix et les soutiens du radicalisme historique du Sud-Ouest.

Ceci ne manque pas d'embarrasser certains militants socialistes, notamment du CERES. Ils ne cachent pas, dans les discussions, qu'ils auraient souhaité une candidature de leur parti qui évite l'amalgame avec une personnalité perçue à l'évidence comme bourgeoise. Il est probable qu'une partie de leurs voix se reporteront sur le candidat communiste. Celui-ci mène campagne sur le thème de la pauvreté, s'efforçant de rassembler toutes les couches moyennes du coin contre les gros propriétaires. Implantés dans certaines petites communes de la circonscription, le PC peut espérer améliorer son score de 1973 en profitant de la poussée générale de la gauche.

## Le mouvement ouvrier s'implante

Une bataille importante est d'ailleurs actuellement en cours à la Société européenne de propulsion (SEP) qui, avec Ford, la SNIAS et les Poudreries, constitue l'une des quatre grosses entreprises de la circonscription dans la banlieue ouest de l'agglomération de Bordeaux. En avril-mai dernier, une grève avait duré quatre semaines pour la réintégration d'un agent technique licencié. Le 31 mai, la direction avait signifié 15 avertissements et 5 licenciements dont trois délégués syndicaux. Pour ces derniers, le comité d'entreprise et l'inspection du travail s'étaient successivement opposés à la décision de la direction. Le 9 juillet, le patron en avait appelé au ministre pour qu'il passe par-dessus ces prises de position. L'affaire doit être tranchée dans quelques jours.

Elle illustre en tout cas les progrès du mouvement ouvrier qui se traduit, lors de chaque élection législative, municipale ou cantonale, par une rapide progression des voix de gauche. En 1973, le candidat de la gauche unie, le radical Julien n'avait été battu que de 2000 voix par Achille-Fould. Il a conquis un siège de conseiller général à la majorité en mars dernier, et il est donné gagnant au deuxième tour par nombre de politiciens du département.

## Un candidat de la gauche embarrassant

Président fédéral du mouvement des radicaux de gauche, cet oculiste qui possède

## Un candidat soutenu en commun par le PSU et la LCR

Il risque toutefois de perdre des voix au profit des deux candidats d'une extrême gauche qui se présente pour la première fois dans la circonscription. Lutte ouvrière qui a refusé tout contact unitaire pour aboutir à une

## Cinquième arrondissement Paris

# UN MEETING, UN DEBAT, UN GALA

Mardi soir, à la Mutualité, le PSU menait campagne : 500 personnes dans la petite salle, ça faisait du monde... Charles Piaget était venu de Lip pour soutenir Victor Leduc. Le premier parla des difficultés que rencontrent les luttes sur l'emploi et du mot d'ordre de « nationalisation sous contrôle ouvrier ». Le second centra son intervention sur la majorité « minoritaire » et fait notable, sur une critique détaillée du Programme commun. Vint le débat : quatre petites questions dont l'une sur la multiplicité des candidatures d'extrême gauche. Leduc donna sa version des contacts PSU-LCR (voir Rouge du mardi 9 novembre). Un responsable de la LCR voulut répondre. C'était trop tard, « on n'était pas à un meeting de la LCR ». Le débat clos, Imago entama son tour de chant...

A quelques centaines de mètres de là, dans un de ces gymnases d'école primaire où se déroulent les « préaux » de campagne, la LCR tenait sa réunion centrale de campa-



Les plus grands noms du vin... mais surtout la misère des ouvriers agricoles

## LES CANDIDATS REVOLUTIONNAIRES AUTO-GESTIONNAIRES

Jean-Pierre Fontagnère est ouvrier-peintre en bâtiment, militant du PSU, ancien militant du PCF, dont il a été le secrétaire de section d'Arcachon, et dont il fut exclu en 1972. Militant syndical CFDT, il est aussi président du comité de défense du bassin d'Arcachon, et vice-président du comité de défense de la côte Aquitaine.

Concita Sanz, est institutrice militante du mouvement Freinet. Elle est membre du SNI et milite depuis un an au PSU.

## LES AUTRES CANDIDATS :

Aymar Achille-Fould (Maj), « administrateur de société » (I), conseiller général et maire de Saint-Laurent-Médoc, Raymond-Georges Julien (rad. g.), oculiste, conseiller général et président fédéral du Mouvement des radicaux de gauche Alain Chancogne (PC), employé de banque, Gérard Barthélemy (LO), hospitalier.

## LES RESULTATS EN 1973

1 <sup>er</sup> tour :	Chancogne (PC) : .... 16,8%
Achille-Fould (CDP) : ... 34,8%	2 <sup>e</sup> tour :
Pintat (RI) : ..... 13,7%	Achille-Fould (CDP) : .... 53%
Ginestet (Ref.) : ..... 10,9%	Julien (rad. g.) : ..... 47%
Julien (rad. g.) : .... 23,8%	

campagne commune des révolutionnaires, bat les communes du coin sur le thème du ras-le-bol : « Vous qui en avez ras-l'bol de Giscard et de la droite, de l'austérité, du chômage ; vous qui en avez assez des sourires et des clin d'œil de Mitterrand et de Fabre aux patrons, des reculades de Marchais, eh bien, dites-le. Votez Lutte ouvrière », explique son tract diffusé à des milliers d'exemplaires. Cette attitude, apparemment radicale, ne l'empêchera pas de voter radical de gauche au second tour (voir ci-contre).

A l'inverse du candidat « révolutionnaire-autogestionnaire », Jean-Pierre Fontagnère, qui est soutenu par le PSU, la LCR et Volem vivre al país. Sa campagne, sur une plate-forme, sans ambiguïtés à l'égard du Programme commun (voir Rouge du samedi 6 novembre), permet y compris de rassembler des militants de divers fronts de lutte, que ce soit contre l'installation de complexes pétrochimiques et nucléaires à la

pointe du Verdon, ou contre l'aménagement de la côte aquitaine qui profitera essentiellement aux promoteurs immobiliers.

Héritière d'une pratique commune de longue date, qui s'était concrétisée le 1<sup>er</sup> mai et le 7 octobre par des banderoles unitaires et des tracts communs, même si les cortèges étaient distincts, la campagne commune PSU-LCR est menée dans l'unité la plus fraternelle : répartition des collages, distribution de tracts avec un quota de militants pour chaque organisation, meetings préparés en commun, etc. Les comités de soutien permettent parfois de rassembler, comme à Pauillac, des militants d'extrême gauche n'appartenant à aucune organisation.

Quel que soit le score obtenu par notre camarade Fontagnère, il aura été prouvé, en tout cas, qu'une campagne commune de l'extrême gauche était possible. L'attitude de LO n'en est que plus regrettable.

P.J.

## L.O votera au deuxième tour... radical de gauche !

Paru dans Sud-Ouest du samedi 6 novembre : « (...) Travailleurs, la meilleure façon de voter contre la droite n'est pas de voter pour les candidats de gauche. Au deuxième tour, bien sûr, vous voterez pour le candidat de la gauche le mieux placé et Lutte ouvrière n'a nullement l'intention de faire obstacle à son élection, mais au premier tour dites ce que vous pensez (...) »

ginables. Des luttes, parfois dures, ont bien eu lieu à la Libération, qui ont permis d'arracher d'importantes concessions. Elles n'ont pas changé fondamentalement les conditions de vie héritées de l'époque de l'aristocratie triomphante.

## Une circonscription peu animée

C'est ce qui explique, sans doute, le peu de tradition politique de la région. En 1962, par exemple, le succès d'Achille Fould aux élections contre le sortant UDR avait été perçu comme une victoire importante par la population locale, essentiellement paysanne et commerçante. C'est pourtant le même Achille Fould aujourd'hui contre lequel se concentrent tous les mécontentements.

Les petits propriétaires agricoles ont été progressivement mangés par les gros. Certaines exploitations de bois — les immenses forêts de pins s'étendent sur toute la partie ouest de la circonscription qui jouxte la mer — sont obligées de fermer leurs portes. C'est le cas de la SICASSO pour laquelle, curieuse

## Meeting avec J.P Fontagnère

Vendredi 12 novembre à 20 h 30 Foyer culturel, rue Clemenceau, Le Haillan, avec un membre du bureau national du PSU, et un membre du bureau politique de la LCR.

P.J

# CORSE : UNE COURSE CONTRE LA MORT

- La chambre d'accusation a refusé la mise en liberté des quatre autonomistes encore détenus
- Des experts médicaux sont nommés pour vérifier leur état après plus d'une semaine de grève de la soif

Réunie mercredi, en audience extraordinaire, la Chambre d'accusation de Lyon a rejeté la mise en liberté de quatre détenus corses, tandis qu'elle acceptait celle de Toussaint Cipriani. Les quatre prisonniers, qui restent derrière les barreaux, sont ceux qui souffrent le plus de la grève de la soif. Pour eux, la Justice a demandé l'avis de trois nouveaux experts médicaux. C'était le minimum pour des hommes qui risquent de mourir d'un jour à l'autre. En tout état de cause, la Chambre d'accusation se réunit à nouveau aujourd'hui, à 11 heures.

Le pouvoir ira-t-il jusqu'au meurtre ? On peut légitimement se poser la question lorsque l'on sait que la grève de la soif des autonomistes corses dure depuis plus d'une semaine. La vague de répression, dont le prétexte fut le plasticage du Boeing, à Ajaccio, début septembre, avait pour but avoué de casser le mouvement autonomiste et de le discréditer aux yeux de la population insulaire. L'affaire de la Légion fut une première brèche dans le plan des autorités. La grève de la faim,

puis de la soif, des détenus, le risque de leur mort, est la seconde. Mais le réflexe de solidarité a de nouveau joué en Corse. Comme le 2

avril, autonomistes et partis ouvriers se sont retrouvés au coude à coude contre la répression. Nul ne nie le succès qu'a connu la journée « Insula morta ». L'unité, et l'unité seule, peut permettre de remporter la victoire dans la course contre la mort qui est engagée. Aujourd'hui, sur le continent, la mobilisation prend de l'ampleur. A Lyon, un meeting est organisé aujourd'hui par le comité de soutien. Le SGEN et l'UD-CFDT ont décidé de s'y associer.

## MUNICIPALES HERNU A VILLERBANNE ?

Le conseil des ministres de mercredi a décidé que les élections municipales se tiendront le 13 et 20 mars 77. Tous les partis s'y préparent.

« Nous nous tenons à l'accord national avec tranquillité, sérénité et patience » a dit Georges Marchais à propos des élections municipales. Il rapportait les travaux du comité central. « Si, malgré nos propositions, il n'y avait pas de listes communes, partout, avec regret, nous constituerions des listes d'union du peuple de France. »

A Lyon, il y a d'abord Pradel qui bat de l'aile et risque de n'être pas suffisamment solide pour se présenter en mars. Le pauvre est malade. Ce qui provoque pas mal de remous dans la majorité. Les successeurs se pressent au portillon. On trouve pêle-mêle : Soustelle, ancien OAS et nouveau réformateur, Louis Chaine, frère de feu-le-PDG du Crédit lyonnais, Paul Feuga, figure de proue des RI sur la région, ou encore le sénateur Francisque Collomb, secrétaire général depuis le 28 octobre de l'association « pour la réalisation active des espérances lyonnaises » (sigle PRADEL, il faut le faire !). A moins que Ponia (on en cause...) essaie de nouveau de se faire une place et bouscule toutes les carrières.

De tous ces grenouillages, le PS lyonnais tire une leçon. Pradel a fait le vide tout au long de son règne, il n'a pas de relève satisfaisante, donc, on doit tenter sérieusement notre chance.

### Les ambitions du Parti socialiste

Pour emmener une liste sur Lyon et espérer gagner, il faut une « grosse tête ». Or la fédération du Rhône du PS ne dispose pas d'une telle locomotive. Un moment, le nom de M<sup>e</sup> Soulier, avocat au barreau de Lyon et maire de Villier-Morgon dans le Beaujolais a été avancé. Mais d'emblée celui-ci a affirmé publiquement son désaccord avec la tactique électorale du PS.

C'est donc M<sup>e</sup> Bernardin qui a été désigné comme tête de liste du PS par la commission exécutive du 2 novembre. Mais un autre principe a été retenu par cette commission exécutive : la candidature d'un responsable national du Parti comme tête de liste sur Villeurbanne.

Alors là, ça se gâte, et ce à deux niveaux. Au sein du PS d'abord, c'est un conflit public qui éclate entre la fédération du Rhône et la section de Villeurbanne. La première propose la candidature de Charles Hernu et la seconde refuse un

responsable parachuté de Paris au profit du Villeurbannais Roland Hansard. Problème avec le PCF ensuite, qui, lui, s'appuie sur l'arithmétique électorale. A Villeurbanne, le PC revendique 25,68% contre 18,68% au PS pour les législatives de 73. Aux cantonales de la même année, il avait progressé. Il revendique donc 60% des voix de la gauche. Il demande que les négociations se fassent sur cette base. Mais il est fort mécontent de la candidature d'Hernu qui l'éclipserait, d'autant qu'Hernu n'est pas un des dirigeants du PS les plus tendres avec le PC. A cela le Parti socialiste répond : « Cette mairie était socialiste, nous l'avons perdue en excluant Gagnaire (ancien maire de Villeurbanne qui

## En marge de l'affaire des « Brigades rouges »

# Le décès douteux d'un jeune Grenoblois

L'AFP, puis les radios ont annoncé, hier, la mort de Jacky Fournier, un jeune Grenoblois, due à une overdose d'héroïne. D'après ces informations, issues de sources policières, le jeune serait un ami de Matencio, le seul inculpé dans l'affaire des Brigades rouges. Il aurait été entendu comme témoin, deux jours avant sa mort.

En fait, l'histoire de cette mort semble bien plus complexe, et pose quelques problèmes. Jacky Fournier a été interrogé par la police le 12 octobre. Ayant subi un traitement dans un hôpital psychiatrique, il a été entendu à titre de suspect. Il a subi des analyses graphologiques et phoniques. Le lendemain, il fut admis, dans un état comateux, à l'hôpital de la Tronche, à cause

d'une chute dans l'escalier, déclare le *Dauphiné libéré*. Consécutivement à un passage à tabac par des inconnus, affirmation des proches. Toujours est-il que, reprenant conscience dans la nuit, il se sauva de l'hôpital. Le soir même, il succombait à une overdose d'héroïne. Jacky Fournier était-il réellement en but à des exactions de personnes voulant le faire taire ? Pourquoi la police n'annonce-t-elle sa mort qu'aujourd'hui ? Pourquoi, surtout, présente-t-elle Fournier comme connaissant bien Matencio ?

Le personnel de l'hôpital psychiatrique avait présenté cette mort comme un craquement dû au choc de l'interrogatoire policier. En affirmant qu'il était un ami de Matencio, la police a-t-elle voulu rendre Fournier indéfendable ?

## L'argent de Spaggiari serait au Japon

Celui-ci, en effet, envisage de faire traiter toute l'information nationale et internationale par son agence de presse l'AGPI, qui « revendrait » ce produit aseptisé à tous les journaux du groupe, ceux-ci ne conservant leur « autonomie » que pour le traitement de l'information locale. Et encore...

## Une convention scélérate en voie d'adoption

Le comité des ministres du conseil de l'Europe vient d'adopter à Strasbourg, le texte de la convention européenne sur la répression contre le terrorisme (cf. Rouge du 20 et 21 septembre 76).

La convention énumère une série de délits qui ne seront plus considérés comme politiques. Elle élargit, d'autre part, les conditions d'extradition entre les Etats signataires. Il reste maintenant aux gouvernements signataires à soumettre cette convention à leurs parlements respectifs, pour ratification définitive.

## La CGT accuse Hersant

« C'est une information uniformisée, orientée, destinée à défendre les intérêts des classes dominantes, qui seraient ainsi offerte à plus de cinq millions de lecteurs » affirme le comité de coordination des travailleurs CGT de l'information en évoquant les projets de Hersant concernant la presse.

Celui-ci, en effet, envisage de faire traiter toute l'information nationale et internationale par son agence de presse l'AGPI, qui « revendrait » ce produit aseptisé à tous les journaux du groupe, ceux-ci ne conservant leur « autonomie » que pour le traitement de l'information locale. Et encore...



C'était mercredi soir, au théâtre du 8<sup>e</sup>, à Lyon, où l'on présentait un montage de textes de Sartre. L'auteur, Jeannette Colombel, avait décidé d'intégrer à son spectacle un court texte de Sartre en faveur des autonomistes corses. Le metteur en scène, Robert Girones, le lui interdit, prétextant qu'au théâtre du 8<sup>e</sup>, « on ne faisait pas de happening ». Passant outre, Jeannette Colombel monta sur la scène à la fin du spectacle et parvint, malgré une tentative d'obstruction, à lire le texte. Cette lecture fut suivie d'un débat devant une salle restée aux trois quarts pleine.

Correspondant

## SANS VERGOGNE

Le leader des Républicains indépendants à l'Assemblée nationale a demandé, mercredi soir, quelques heures avant sa diffusion, la suppression pure et simple du magazine « C'est-à-dire » qui accueillait François Mitterrand.

Motif ? « Cela est tout à fait contraire, en période électorale, à la déontologie minimale, malheureusement non suffisamment écrite, que doivent respecter les sociétés de télévision ! » Sans vergogne, le Chénou...

Au fait, combien de fois a-t-on vu la bobine de Barre sur le petit écran, depuis l'annonce du plan d'austérité ?

## Force de frappe LE FIN MOT DU PC

On se souvient que le PCF est resté muet sur le soutien désormais officiel du PS à la force de frappe nucléaire. Mardi, à l'occasion d'un meeting sur les élections partielles, on apprenait que les communistes ont « engagé une réflexion » sur le sujet (cf. Rouge du 10 novembre). Elleinstein a d'ailleurs vendu la mèche en déclarant qu'à « titre personnel », il croyait ces forces « nécessaires pour la France ». Bien sûr, René Piquet est intervenu derrière pour rectifier. Mais une chose est dorénavant certaine : la direction du PCF est en train de tourner sur la question.

Au fait, les militants du Parti ont-ils été consultés ? Vont-ils l'apprendre, comme pour la dictature du prolétariat, dans une incidente de Marchais à la télé ?

JY.T.

## ALSACE SABRE, GOUPILLON ET ...PETIT BULLETIN

L'Alsace vient de toucher un nouveau haut fonctionnaire : le directeur du service des cultes en Alsace-Lorraine, M. Guy Rieubord. Ce monsieur a un poste unique en France puisqu'il est la survivance du Concordat de 1801, toujours applicable en Alsace-Lorraine.

Ce poste, relativement discret, n'en reste pas moins éminemment politique. Les églises restent encore des autorités morales dont les avis peuvent avoir des conséquences pour le pouvoir, lors d'élections par exemple. Or, nous sommes à cinq mois des municipales et les législatives les suivront de peu.

Ce Rieubord, qui vient d'être nommé, avait exercé ses talents de fonctionnaire dans les colonies avant de se retrouver directeur du cabinet du préfet du Tarn-et-Garonne, lors de l'affaire Portal. Il fut ensuite nommé à la direction des affaires politiques du ministère de l'Intérieur, chargé des affaires d'Alsace-Lorraine.

Aujourd'hui directeur du service

des cultes, Rieubord n'en abandonne pas pour autant ses précédentes attributions.

Ce cumul, par le même homme, de postes différents permet de dire que le gouvernement nomme plus un homme de police qu'un homme d'église.

Correspondant

La nomination de Rieubord est l'illustration des craintes du pouvoir. L'Alsace, pourtant si bien-votante, lui inspire quelques inquiétudes pour 78, et les attermoissements de l'Eglise catholique, divisée par l'affaire Lefebvre, n'arrangent rien.

Or, les églises jouent en Alsace un rôle primordial. Elles ont été jusqu'ici suffisamment fortes pour éviter une laïcisation de la vie sociale, obtenue partout ailleurs. Un exemple parmi d'autres : au début de ce mois, les parents d'élèves d'une école de Strasbourg ont dénoncé l'utilisation de critères religieux dans la répartition des élèves dans les classes.

Georges Anton

Le budget des universités a été voté

# SAUNIER—SEITE SE PREND POUR UN POMPIER



Le budget de l'enseignement supérieur a été voté par les députés de la majorité, le 10 novembre (*Rouge* du 10 novembre). Avec un petit amendement, pas anodin, rajouté par un député UDR, M. Guy Guermeur, autorisant l'Etat à souscrire des conventions de coopération avec les établissements d'enseignement supérieur privé. Alice Saunier Seïte a, une nouvelle fois, été remarquée par ses déclarations brutales qui expriment toute une politique : « *Ce n'est pas, a-t-elle lancé, en jetant les étudiants et les enseignants dans la rue à coups de slogans que les universités méritent l'estime de la nation.* » Et, à l'adresse des députés communistes : « *Puisque ce sont eux qui allument les incendies, il est de leur logique criminelle de condamner ceux qui appellent les pompiers.* »

## MALAKOFF DEVANT LE CNESER

Le lundi 15 novembre, la section permanente du Conseil de l'enseignement supérieur devra statuer sur le transfert de 59 enseignants de droit de Nanterre à Malakoff. Il s'agit des profs réactionnaires qui sont à l'origine de la création d'un mini-Assas à Malakoff ou une nouvelle UER de droit a été mise sur pied dans l'université Paris-V.

## ECOLE NORMALE EN GREVE A TOULOUSE

Les élèves de l'école normale de filles de Toulouse ont fait grève le 9 novembre pour discuter des problèmes posés par la formation des maîtres et les méthodes de sélection dans le corps enseignant.

## JOURNEE D'ACTION DU SNES

Le Syndicat des enseignants du second degré appelle à une « journée nationale pouvant aller jusqu'à la grève », le mercredi 16 novembre, à la veille du vote du budget de l'Education par l'Assemblée. Une initiative à la fois tardive et précipitée qui a pour but, selon la direction du SNES d'exprimer avec forces l'exigence que soient votés des crédits et des créations de postes supplémentaires, le réemploi de tous les non-titulaires, des mesures urgentes et massives de titularisation, l'augmentation du nombre de postes au concours et la mise en place de titulaires remplaçants.

## CONSEIL NATIONAL DE LA JOC

La jeunesse ouvrière chrétienne tient, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à dimanche 14 novembre, à Lyon, son 52<sup>e</sup> conseil national. Trois rapports seront présentés aux 250 délégués. Le premier traitera de l'apprentissage et du pré-apprentissage, les deux autres de la JOC elle-même. Une date sera choisie pour la commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire du mouvement.

Pour faire échec au plan Barre

# Quelle plate-forme unitaire ?

Quand on voit la variété des plates-formes fédérales, la question se pose vite de trouver une plate-forme qui unifierait tous les secteurs dans la riposte au plan d'austérité. Les niveaux revendicatifs sont effectivement hétérogènes. Que représente la revendication de 2 300 F minimum dans un secteur comme la Sécurité sociale par exemple où les salaires commencent à moins de 1 600 F et où une bonne partie des agents qualifiés gagnent 1 800 F. Revendication utopique ? Oui, si l'on se contente d'en rester au rapport de forces local actuel. Dans un secteur où il n'y a pas de grande lutte depuis 73 où la grève n'a rien donné, la tentation est forte de se limiter à ce qu'il est possible. Il existe une autre démarche : si l'on pense que

rien ne sera obtenu sans un mouvement plus global du secteur public ou administratif et du privé, il faut envisager quelle revendication serait susceptible de rallier tous ces secteurs ; au lieu de s'aligner sur le niveau le moins élevé. Il en est de même pour la durée du travail. Si l'on arrête à la durée du travail dans le bâtiment qui était de 47 h en 75, on laissera de côté tous les secteurs qui sont à 40 h ou au-dessous.

Le tableau ci-dessous montre suffisamment que des objectifs élevés sont pris en charge par la majorité des fédérations de fonctionnaires et de la Santé. Ils constituent la vraie réponse à l'austérité. P. L.

Fédération	saire minimum	augmentations uniformes	durée du travail	divers
Métallurgie	2 200 F	progression différenciée	40 h	classifications
Bâtiment	2 400 F		40 h	
Chimie (pétrole)	2 300 F	complément dégressif	40 h	classifications
Alimentation	1 800 F	progression Différenciée	40 h	augmentations sur indice
Banques	2 000 F	200 F	vers les 35 h	maintien du pouvoir d'achat sur indice syndical CGT-CFDT
PTT	2 300 F	300 F ou 35 points	35 h 5 jours	révision des classifications
Santé	2 300 F	250 F (extension des mesures Veil)	35 h	effectifs
Fonctionnaires	2 300 F	300 F ou 35 points	40 h ou 35 h	révision des classifications
Textile-Habilléments-cuirs	2 000 F			garantie de l'emploi

# FO contre la grève des PTT du 19 novembre

FO qui, il y a peu, « montait à l'assaut » des contrats et multipliait les déclarations menaçantes pour le cas où ils ne seraient pas respectés, vient de prendre une position tout aussi fracassante sur la grève des PTT du 19 novembre.

Le 19, la CGT et la CFDT appellent en effet les postiers à un « arrêt national » afin de « poursuivre l'action » s'appuyant pour cela sur « la plate-forme revendicative commune du 28 septembre qui vise non seulement à obtenir la satisfaction des revendications pour mettre en échec le plan Giscard-Barre, mais également à s'opposer au démantèlement des services, à la privatisation de certains secteurs et à la mise en cause des droits statutaires des travailleurs des PTT... »

Lundi dernier le responsable de la Fédération syndicaliste des PTT-FO déclarait pour justifier en quoi la grève des postiers ne serait probablement pas suivie par FO qu'« il n'est pas possible que les postiers défendent seuls les revendications salariales qui concernent toute la Fonction publique... » Sous prétexte d'unité, nécessaire d'ailleurs, FO se dédouanait donc en organisant l'attentisme.

Mercredi, FO s'est exprimé plus clairement : pour elle il ne saurait être question de s'associer à cette grève estimant en effet que CGT et CFDT « tentent d'abuser les postiers et les télécommunicants en procédant délibérément à un vaste amalgame de revendications ». En ce qui

concerne la revendication unitaire de 2 300 F mini qui est un des axes de la journée, FO déclare que le relèvement des salaires « ne dépend pas uniquement de la seule volonté des travailleurs des PTT... » Décidément il est dommage que FO qui affirme ne pas croire au Père Noël n'en continue pas moins à croire à la vertu magique du tapis vert.

## Un cadeau qui vaut bien 2 % ...

Une telle attitude est évidemment relevée avec complaisance par le patronat. Ainsi mercredi le journal *les Echos* déplorait les « résistances du féodalisme syndical », et constatait avec justesse : « Tout tourne autour de FO : M. Bergeron peut penser que le vrai contrat, qui ne peut être dénoncé, est le contrat politique et moral qui a été passé avec lui. C'est grâce à lui, et malgré la défection de la CGT et de la CFDT que la politique contractuelle n'est pas restée une idée en l'air. Contre l'idéologisme intransigent de ses rivaux, il a imposé la « collaboration de classe ». Son raisonnement est simple : cette rupture du front syndical, ce cadeau politique fait au gouvernement, cela vaut bien 2 %. Et cela les vaut toujours, car ce n'est pas de l'économie, c'est de la politique : ce n'est pas une prime de croissance économique, c'est le prix de la stabilité politique... »

S. Triton

# BEULLAC SUR LES TRACES DE DURAFOUR

Le ministre du Travail vient de décider le licenciement d'un nouveau délégué syndical. Après le cas des Câbles de Lyon à Clichy, il s'agit cette fois d'un délégué CGT de la SNECMA (Suresnes). Ceci contre l'avis du Comité d'entreprise et de l'inspecteur du Travail. La fédération communiste des Hauts-de-Seine, dont le délégué est membre, proteste contre le rôle de « bouc émissaire » que joue le militant CGT. De son côté, la fédération des Métaux CGT appelle les syndicats de l'aérospatiale « à soutenir la lutte engagée » contre cette décision intolérable.

## La valse des étiquettes + 1,1 % en octobre

La CGT vient de publier son étude sur l'augmentation du coût de la vie en octobre. Elle chiffre à 1,1% la progression, selon son indice. Soit 12,9% en un an. Rappelons quand même que le soi-disant « blocage des prix » prévu par le plan Barre est entré en application depuis le 15 septembre.

# société

## Tribunaux de Lyon LE HUIS-CLOS POUR LES VIOL EST RETABLI

La session des assises du Rhône qui vient de s'ouvrir à Lyon est chargée en affaire de mœurs. Sur dix-huit affaires qui seront jugées, cinq concernent des attentats à la pudeur, et trois sont des viols reconnus.

Il était prévu que ces affaires soient — contrairement aux usages — jugées en public et non à huis-clos. Ce dernier sera néan-

moins rétabli, annonce-t-on maintenant. L'intervention du procureur n'y serait pas étrangère.

Nicole Pasquier, déléguée à la Condition féminine, avait pourtant déclaré qu'en « portant au grand jour le débat sur ce problème, on ne peut qu'aider les victimes à rompre le mur du silence ».

Accidents du travail

## LE 82ème MORT D'USINOR DUNKERQUE

Usinor a tué mercredi une nouvelle fois à Dunkerque. Jacky Morisot, employé par une société d'intérim est mort alors qu'il effectuait des réparations sur les hauts fourneaux. Lors de l'arrosage de la dernière coulée, un nuage toxique et brûlant s'est élevé jusqu'au sommet du haut fourneau où travaillait l'équipe d'entretien. Jacky Morisot s'est alors précipité vers l'ascenseur qui, en l'absence de dispositif de sécurité, s'est ouvert sur le vide : une chute de 40 mètres.

L'équipe d'entretien n'aurait pas dû intervenir pendant le fonctionnement des hauts fourneaux. Alors pourquoi étaient-ils là ? Parce que Usinor a voulu mettre les bouchées doubles pour rattraper la grève d'octobre des portiqueurs qui manipulent le minerai et n'a pas attendu la fin des travaux pour remettre en service le haut fourneau N° 3... Jacky Morisot est mort victime des manœuvres anti-grèves de la direction.

### A Merlebach le 17ème mort

Gilbert Fiedrich, 42 ans, est mort des suites de l'accident dont il a été victime le 18 octobre alors qu'il effectuait des mesures pour déterminer les effets de l'incendie survenu au puit 5. Rappelons que l'incendie avait provoqué une explosion qui avait le 30 septembre fait seize victimes parmi les mineurs.

### Aujourd'hui, troisième coordination des luttes à Clermont-Ferrand

C'est aujourd'hui à 14h que commence la réunion de la 3<sup>e</sup> coordination des luttes. C'est lors de la précédente qui s'était tenue à Lip qu'il avait été décidé de se retrouver ce week-end à la SCPC Courmon.

Rassemblant des délégations d'entreprises en occupation sur les problèmes de l'emploi ; elle a à l'ordre du jour : l'analyse de la situation économique, politique et syndicale, le bilan de la coordination et le problème des perspectives de lutte aujourd'hui, dont entre autres :

— comment se déterminer par rapport à la rentabilité des entreprises,

— que faire contre la suppression des 90 %.

BOUCHETROU

ROUGE FERA DE TOI UN HOMME !

TAS DE PHALLOS !



Caisse d'épargne Paris

# UN CONFLIT TEST

• Les « Ecureuils » en sont à leur 38ème jour de grève

Au 38<sup>e</sup> jour de grève, la situation à la Caisse d'épargne de Paris est bloquée : les grévistes sont toujours aussi nombreux et déterminés. Ils sont de 800 à 900 chaque matin aux assemblées. La direction refuse toujours de négocier et l'intersyndicale n'apporte aucune perspective nouvelle de lutte. La longueur même du conflit permet de mettre en évidence les stratégies qui s'opposent. Essayons donc de faire le point car des problèmes réels se posent. Problèmes dont la lettre d'un camarade de Marseille montrait l'importance.

Comme l'a déclaré Viet, le directeur général, lors de sa conférence de presse, il a été nommé avec son équipe pour reprendre aux travailleurs des avantages acquis, jugés exorbitants par le patronat et le pouvoir. La direction a donc délibérément choisi l'épreuve de force. Ceci au niveau parisien mais à terme, le problème le plus grave est celui du statut du personnel des caisses d'épargne.

En effet, nationalement, ce statut, proche de celui de la Fonction publique, assure d'importantes garanties aux travailleurs et gêne les projets de rentabilisation. C'est là en réalité le principal enjeu du conflit car, même s'il n'est pas posé directement dans le conflit parisien, un échec aurait des répercussions catastrophiques au plan national. Il laisserait les mains libres à l'Union nationale patronale pour appliquer sa décision de principe de substituer des conventions collectives plus souples à un statut jugé trop contraignant.

Pour le gouvernement : un test

Il est clair que les intérêts du pouvoir concordent étroitement avec ceux de la direction et cela à deux niveaux. Une victoire, même sur la simple conservation des acquis, apparaîtrait comme une brèche dans le plan Barre et surtout comme une faiblesse du gouvernement. D'autre part, l'attaque contre le statut du personnel des caisses d'épargne concerne toute la Fonction publique. Que le patronat des CE obtienne gain de cause et c'est la porte ouverte à d'autres attaques là où la rentabilisation est à l'ordre du jour : PTT, SNCF, banques, etc.

La tactique du SUACCE

A Paris, les dirigeants du Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne sont, en majorité, membres également de la CGT et parfois du PCF (3 cellules sur l'entreprise). Leur stratégie est simple :

la grève doit durer mais en aucun cas se durcir, pour ne pas effrayer la frange peu combative du personnel.

Au plan national, à des journées d'action isolées, aucune perspective. A Paris, malgré quelques tentatives de popularisation par le biais de la CGT, le SUACCE reste très prudent et préfère s'adresser aux élus de gauche qu'aux travailleurs des autres entreprises. Il insiste peu sur le rôle du gouvernement et les enjeux nationaux du conflit.

Cette tactique pose des problèmes : elle sous-estime (volontairement ?) l'importance de la popularisation. De plus, elle dissocie le problème du statut des revendications parisiennes qui concernent essentiellement la prime de fin d'année, ce qui est extrêmement dangereux. Car une défaite de la grève parisienne préparerait une réédition sans combat, demain, sur la question du statut.

C'est le début novembre, comme l'a proposé la CFDT, qu'il fallait lancer le mot d'ordre de grève nationale reconductible, sur le statut et sur le soutien à Paris. Bien sûr en tenant compte de la mobilisation en province, mais il fallait au moins essayer. En ce sens, les 48 h de grève des 25 et 26 viennent un peu tard. Mais ce mot d'ordre était proposé par le SUACCE et, vu son poids national, il y avait effectivement peu de chances de généralisation.

Quelle démocratie syndicale ?

La CFDT représente 30 % des voix aux élections professionnelles, le reste allant au SUACCE. Fort de cette majorité, le syndicat unifié prétend interdire à la section CFDT d'exprimer ses propositions devant les assemblées générales. Seules les propositions de l'intersyndicale, dans laquelle le SUACCE a, de fait, le droit de veto, peuvent s'exprimer. Cela au nom de l'unité, bien entendu.

Ce système que la CFDT a accepté, dit-elle pour assurer « l'unité du mouvement », l'amène à passer



Une assemblée générale (photo R.Munoz)



Le directeur de la Caisse tente de s'expliquer devant les grévistes (photo Robert Munoz)

complètement sous la table, à Paris comme au plan national. Or la véritable démocratie devrait laisser toutes les opinions s'exprimer devant l'assemblée, seule habilitée à trancher. Afin de permettre la prise en charge des problèmes par tous les grévistes.

Ceci bien que le personnel de la CE soit très réticent face aux divergences des organisations syndicales. Car la pratique montre que les actions lancées dans la désunion ont toujours été des fiascos. Comme ce fut le cas en 1975 avec des grèves à des dates différentes lancées séparément par le SUACCE et la CFDT.

Si aujourd'hui la CFDT est pour la popularisation à grande échelle, la généralisation du conflit et son durcissement à Paris, la masse des grévistes ne connaît que fort peu ses arguments car le débat est très limité, quand il n'est pas saboté par des huées orchestrées lors des assemblées.

Les travailleurs les plus combattifs sont désorientés par cette situation, tout semblant se régler au niveau des appareils syndicaux, sans discussion possible par la base.

La grève risque de se trouver

bientôt dans une passe difficile si un nouveau départ n'est pas pris et si, surtout, la généralisation du conflit n'aboutit pas. Mais, dans tous les cas, le soutien actif des autres travailleurs doit être recherché.

Le SUACCE n'a pas fait de cet objectif son cheval de bataille et n'a pour l'instant que peu participé à l'organisation du gala de soutien du 16 novembre à la Mutualité. La CGT ayant pour sa part refusé de participer à l'organisation en l'absence d'affiliation du SUACCE à la confédération.

La réussite du gala, organisé par l'intersyndicale mais porté à bout de bras par la section CFDT est capital. Plus la solidarité ouvrière, politique et financière s'exprimera largement, plus les conditions pour continuer et vaincre seront favorables.

P. T.

• Au 42<sup>e</sup> jour de grève, les grévistes de la Caisse d'épargne de Paris organisent un gala : Mardi 16 novembre à 21 heures, Palais de la Mutualité (métro Maubert-Mutualité). Participation de Tri Yann, Claude Vinci, Annie Nobel et Philippe Richeux.

Léon-Grosse (Lyon)

## JUGEMENT REPORTE

Le 9 novembre à 10 h, les travailleurs de Léon-Grosse étaient convoqués devant le tribunal des référés pour avoir constitué un piquet de grève et résisté aux attaques de la milice privée venue les déloger (l'Agence lyonnaise de sécurité) aux côtés de la maîtrise.

De nombreux travailleurs étaient venus les soutenir : PTT, Teppaz, métallurgie, etc. Les jeunes étaient là aussi, ricanant.

Maître Cochet, avocat de la direction s'est déchaîné : droit de grève dévoyé, voie de fait, délit de droit commun ; bref, les grévistes sont des bandits : la grève n'était qu'un prétexte pour semer le désordre. L'intervention de la milice privée a été justifiée par tous les moyens : les chiens étaient nécessaires pour

faire respecter la liberté du travail. D'ailleurs, le patron a tout à fait le droit d'utiliser une société de gardiennage. Pour ce qui est des revendications, cela ne relève pas du mauvais vouloir de la direction mais de ses possibilités financières.

Face à cette argumentation cyniquement anti-ouvrière, les avocats des travailleurs ont rétorqué que l'ALS était munie en dehors des chiens, de couteaux, matraques et pistolets. Les intérieures utilisés pour briser la grève ont bien été embauchés pendant la grève. Ce sont maintenant 40 travailleurs grévistes qui sont convoqués par la direction pour licenciement.

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 15 novembre.

Correspondant

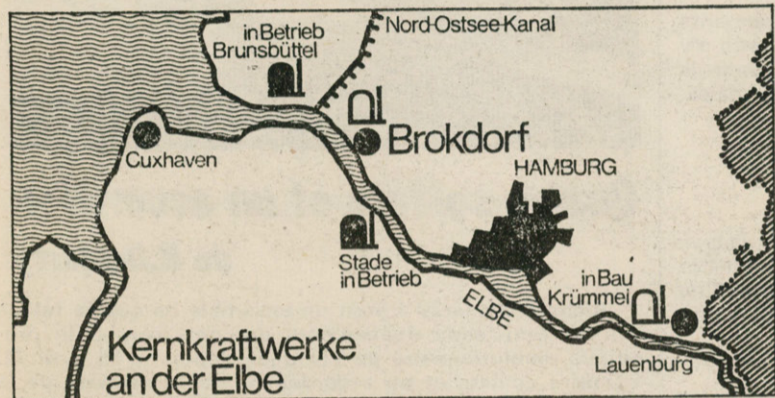


5 000 manifestants contre un chantier nucléaire à l'embouchure de l'Elbe en Allemagne fédérale

# NUIT ET BROUILLARD

Le week-end dernier, 5000 manifestants antinucléaires se sont violemment affrontés à la police à Brokdorf, près de Hambourg en RFA. Ils entendaient s'opposer à la construction d'une centrale nucléaire de 1300 MW qui, selon les écologistes, menace les équilibres naturels de l'Elbe inférieur et présente des risques certains pour la population.

Le projet de Brokdorf rencontre une vive opposition puisque les habitants de la région ont déposé plus de 20 000 requêtes s'opposant à la délivrance du permis de construire de la centrale, qualifié de projet « Nacht und Nebel » (Nuit et brouillard).



A gauche (Kernkraftwerke), l'emplacement de la centrale nucléaire

Le gouvernement démocrate-chrétien du land a, de son côté, choisit l'épreuve de force : en effet, la nuit précédant la délivrance du permis de construire, il a fait creuser autour du site un fossé profond de 5 mètres, flanqué d'un grillage de deux mètres de haut.

Plus d'un millier de manifestants ont pu néanmoins pénétrer sur le chantier. La milice privée, aidée de la police a employé un gaz de combat, dont l'utilisation est contestée en RFA, pour les repousser avec la dernière brutalité.

## Quelle priorité ?

Le Parti social-démocrate est placé de ce fait dans une profonde contradiction : d'un côté, les élus locaux doivent tenir compte des réactions de la population et de sa fédération du land de Schleswig-Holstein qui appuie le mouvement de défense de l'environnement et demande la suspension des travaux.

D'un autre côté, le gouvernement Schmidt axe son programme énergétique sur le développement de l'électro-nucléaire pour réduire la dépendance de l'industrie ouest-allemande à l'égard des producteurs de pétrole.

La confédération des syndicats (DGB) affirme que « la priorité absolue doit aller à l'emploi », et le vendredi 5 novembre, plus d'un millier de travailleurs de la Société des centrales nucléaires du Nord-Ouest, ont manifesté à l'appel des syndicats pour exprimer leur inquiétude « quant à l'approvisionnement en énergie et au maintien de nombreux emplois ».

La Fédération patronale de l'énergie, elle, fait le chantage classique au chômage, en soulignant que l'arrêt de la construction de 14 centrales aujourd'hui en chantier en RFA entraînerait la suppression de 9 000 emplois.

## Une nouvelle manif

Malgré les calomnies du gouvernement démocrate-chrétien du land, appuyé par la presse de droite qui dénonce les « extrémistes », les associations antinucléaires locales ne sont pas isolées. Elles s'inspirent d'une lutte analogue, menée à Wyhl, à la frontière franco-allemande, où une mobilisation de masse avait permis de suspendre les travaux de la centrale.

En attendant le rapport que doivent déposer incessamment les experts devant le tribunal de Fribourg-en-Brisgau, elles ont reçu l'appui des centres d'initiative de citoyens (Bürgerinitiative) de la région voisine (Rhin-nord-Westphalie) qui s'opposent à la construction d'une centrale à Wesel et aussi d'intellectuels comme l'écrivain Günter Grass.

Elles appellent à s'opposer au projet « par tous les moyens y compris la force » et organisent une nouvelle manifestation le 13 novembre. Les militants antinucléaires allemands sont engagés dans un combat de longue haleine contre les trusts de l'énergie. Pourront-ils trouver dans la classe ouvrière un appui pour faire triompher leur point de vue ?

J.P. D.

## 57<sup>e</sup> JOUR DE GREVE A LA HAGUE

Le conflit entre la majorité du personnel et la direction de La Hague est à son 57<sup>e</sup> jour, sans qu'une perspective de solution se dessine. Nous rappelons que ce conflit a pour but d'empêcher la création d'une filiale du CEA, la COGEMA, pour le retraitement du combustible irradié.

Seuls, les 170 salariés du secteur « Production » sont en grève totale. Les autres salariés (bureaux, secteurs non stratégiques) assurent leur service pour alimenter la caisse de solidarité. Le personnel de sécurité est requis. En se prolongeant, cette grève, suivie à 75% des 800 salariés de l'entreprise, ne peut manquer de toucher les centrales nucléaires situées à l'amont des opérations de retraitement, car le combustible usé s'accumule. Et les travailleurs de La Hague refusent de recevoir les « Châteaux » (les enceintes dans lesquelles le combustible usé voyage).

## CALAIS INCULPATION D'UN DIRECTEUR D'USINE.

Les pêcheurs et la municipalité de Grand-Fort-Phillippe (Nord), demandaient mardi, au tribunal administratif d'annuler un arrêté préfectoral, autorisant, par dérogation, l'usine « Tioxide » de Calais à déverser ses effluents sans traitement à 1 300 m au large. Peu après la réunion du tribunal, on apprenait l'inculpation du directeur de l'usine.

L'usine « Tioxide » fabrique du bioxyde de titane à partir d'un minerai traité à l'acide sulfurique. Les rejets sont de 9 000 m<sup>3</sup> par jour, et leur composition est à peu près de choses près le même chose que ceux de la Montedison

# Le 11 novembre sur les Champs-Élysées Un peu de crottin

« Comme une orange lancée contre un mur par un gamin mal élevé, la marseillaise éclate,

Eclaboussés de cuivres et de vert de gris Ivres d'histoire de France Et de Pont et Calais,

Les hôtes se lèvent, Et tous pensent que ce n'est pas si mal exécuté (...)

S. Reggiani

Vingt mille Parisiens qui s'embêtaient un matin de 11 novembre pas trop couvert en auront eu leurs plastrons tachés, de cuivres et de vert de gris.

Sur les Champs Élysées tricoloriés au centre d'un quartier bouclé par toutes les polices, ils ont vu défiler les dernières gueules cassées de 14-18, fantômes sortis des tranchées de Verdun et de la Marne... ou du morne quotidien de la vieillesse.

L'armée qui défilait ce 11 novembre n'était pas celle des missiles et des blindés, mais celle du rétro militaire. Le défilé est ouvert par les bicornes au pas pressé de l'X (Polytechnique) et fermé par la garde républicaine à cheval. A l'image d'une guerre lointaine dont l'intérêt n'est déjà plus que celui du folklore. Il avait cependant par moments des allures de procession religieuse, avec ses vieux fanions reprisés comme de pieuses reliques.

Mes voisins ivres reprennent machinalement les refrains de musique, à s'en ronger les ongles. Quelques applaudissements : « Bravo l'armée française », peu fournis, vite calmés.

Seuls les gosses sur les épaules en rajoutent... quitte à rigoler quand les pépés bien encadrés défilent en désordre. Ils sont bon public, mais le respect !

Les mitrailleurs parachutistes passent, c'est vraiment très bien. On se sent giscardien jusqu'à la moëlle.

Des touristes allemands dis-

cutent, ça fait bien tourner quelques têtes. Et puis, voilà c'est fini. Héros de toutes les guerres, chairs à canon de tous les combats d'outre-mer, l'armée est passée, il reste un peu de crottin sur l'avenue. Le Soldat inconnu se rendort, honoré.

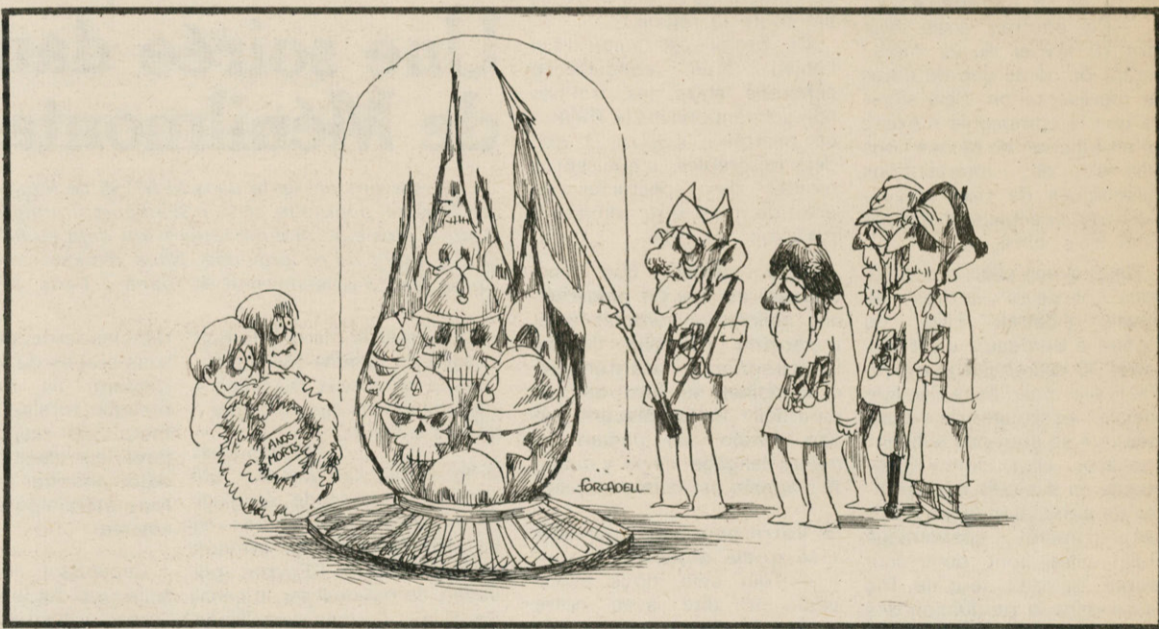
P. Verdon

## Connaissez-vous le soldat inconnu ?

Le 9 novembre 1920, huit soldats français inconnus étaient exhumés en des endroits du front gardés secrets, dans des secteurs allant de la Suisse à la mer. Leurs cercueils furent déposés le même jour dans la citadelle souterraine de Verdun. Les soldats de faction qui se relayaient toutes les deux heures intervertissaient à chaque fois l'ordre des cercueils. Le 10 novembre au matin un soldat du 132<sup>e</sup> régiment d'infanterie, additionnant les trois chiffres de son régiment, déposait un bouquet de bleuets sur le 6<sup>e</sup> cercueil en présence de M. Maginot, ministre des Anciens combattants. C'est ce cercueil qui fut transporté à l'arc de Triomphe, où depuis il représente tous les morts de toutes les causes gagnées ou perdues.

Au grand jeu de la guerre, il venait de gagner le gros lot, sans le savoir. Ses sept compagnons plus malchanceux furent déposés dans le carré central du cimetière militaire de Verdun, à titre de lot de consolation.

Et comme dirait Lucien Jeunesse : « A demain si vous le voulez bien ! » C'était une question à 1 000 francs.



## femmes

# En affirmant que la contraception coûte 600 millions à la Sécurité sociale, le ministre du travail ment.

Le 9 novembre, Christian Beullac, ministre du Travail, a indiqué que l'accroissement des dépenses de Sécurité sociale résultant du remboursement des frais de contraception et d'interruption de grossesse coûtait 600 millions de francs par an.

Ce chiffre a vraiment de quoi nous laisser sceptiques. En effet à l'exception des avortements thérapeutiques, qui sont extrêmement rares, tout le monde sait que les avortements loin d'être massivement pris en charge dans les hôpitaux (pas plus de cinquante dans les hôpitaux parisiens...) ne sont pas remboursés par la Sécurité sociale !

Alors 600 millions de francs pour la Sécurité sociale ?

Pour ce qui est de la contraception, la loi Neuwirth de 1967 restait une loi restrictive qui

légalisait la contraception mais en l'interdisant aux mineures en dessous de 16 ans, en demandant l'autorisation des parents pour les mineures de 16 à 21 ans, en maintenant son non-remboursement par la Sécurité sociale, ainsi que des examens médicaux nécessaires (à noter que les décrets d'applications de la loi Neuwirth ne furent publiés que dans les années 72-73 et alors qu'elle fut tout de suite appliquée dans les départements d'outre-mer). Ce n'est que le 4/12/74 que la contraception fut reconnue libre et remboursée par la Sécurité sociale.

Les estimations du coût de la contraception à la Sécurité sociale s'élèvent à tout crin à 100 millions de francs.

Jeanne Vandale

• THEATRE

SIGMA 12 à Bordeaux

L'AUSTERITE FRAPPE A LA PORTE

Au départ, il y a 12 ans, une bouffée d'oxygène dans le vide culturel bordelais, un concentré explosif sur une semaine de toutes les tendances du moment : en 66, du free-jazz, du happening et le Living Theater, ça faisait des vagues... Un public de quelques milliers de personnes, étudiants et intellectuels, attendait chaque année le mois de novembre avec impatience. Puis, au fil des ans, une « manifestation culturelle » assagie, largement subventionnée par la municipalité Chaban Delmas pour faire oublier l'absence de toute action culturelle permanente en profondeur sur la ville. Aujourd'hui, par ces temps d'austerité, Sigma 12 s'étale pourtant sur plus d'un mois, mais cela ne masque pas l'appauvrissement considérable des spectacles et de leur impact.

La compagnie du 14-15 novembre

La « Compagnie du 14-15 novembre », c'est : Yvan Blanlœil, Guy Lenoir, Gilbert Tiberghien ; trois Bordelais du spectacle, contraints à l'exil géographique et professionnel. En 1975, ils se réunissent et montent un spectacle à Bordeaux, puis repartent chacun de leur côté. Aujourd'hui, ils reviennent à l'occasion de Sigma et présentent un deuxième spectacle.

Le problème posé, c'est : à partir du désert actuel, comment va se faire la reconstruction de la vie théâtrale locale ?

Une « charte culturelle locale », la première en France, a été signée voici un an par Michel Guy et Chaban-Delmas. Cette charte, à laquelle toute activité subventionnée est liée, ne satisfait plus le ministère. Il propose maintenant la création d'une Centre dramatique national (CDN) ; c'est-à-dire autour d'un théâtre et d'une troupe permanente, une école de comédiens et des activités sur toute la région.

Ce projet est aujourd'hui l'enjeu d'une concurrence acharnée entre les troupes non subventionnées (« Théâtre en miettes », « Job »,...) qui, déjà misérables, s'épuisent à monter des spectacles de prestige, pour être admises à participer au CDN.

Nous disons que ces troupes, au lieu de présenter une alternative véritable à la médiocrité officielle de la Compagnie dramatique d'Aquitaine, ne font que la reproduire en se plaçant sur son terrain, en parlant le même langage de la « qualité » agréée par la bourgeoisie.

• Votre nouveau spectacle vise quels objectifs ?

— Tout cela, nous avons voulu le dire avec notre moyen d'expression : le théâtre. Notre premier spectacle, « La fumigène histoire des mangeurs de plateaux », était une sorte d'adresse aux gens de théâtre. C'était l'an dernier, nous expliquions alors pourquoi nous choisissons de partir.

Aujourd'hui, nous revenons présenter « Le retour du fils du mangeur de plateaux ». A travers ce deuxième spectacle, nous voulons d'abord faire entendre le discours du pouvoir sur le théâtre. Faire pénétrer dans les usines et les banlieues le théâtre traditionnel inchangé, comme le voulaient à la Libération Vilar et un vaste mouvement populaire sous hégémonie du PCF, c'est y faire pénétrer aussi le héros idéalisé auquel s'identifie le public et diffuser une dose supplémentaire d'idéologie dominante : c'est le sens de l'institutionnalisation rapide du TNP. Une réelle diffusion populaire du théâtre implique une transformation du théâtre lui-même.

C'est que, depuis 3 ans, crédits et subventions vont ailleurs : alors que Sigma, malgré son caractère superficiel et éphémère s'adresse à un public bordelais, la municipalité et les ministères s'intéressent davantage à des opérations publicitaires destinées à promouvoir la vente de la côte Aquitaine : des manifestations de prestige comme le Mai musical ou Octobre à Bordeaux, destinées à une clientèle de businessmen éclairés, amenés par charters entiers.

Ce qui ne change pas, c'est l'absence d'équipements (les salles de spectacle font place à des parkings, et il n'y a plus une seule salle de réunions publiques dans la ville...) et la misère des troupes de théâtre régionales.

Ensuite, nous voulons illustrer comment ce discours de la bourgeoisie se traduit dans à peu près toute la production théâtrale et le théâtre « d'avant-garde » d'après Mai 68 ; nous le faisons par une évocation des diverses variantes de cette production, de Vilar au Living Theater en passant par Ionesco, etc.

Notre objectif n'est pas de nous constituer à notre tour un répertoire de spectacles

achevés, clos. Ils sont faits de textes détournés, de sketches, de chansons, qui peuvent très bien être utilisés à part pour l'agit-prop.

« Le retour du fils de mangeurs de plateaux », spectacle en trois parties inégales et combinées, aux entrepôts Lainé à Bordeaux, dimanche 14, à 21 heures ; lundi 15, à 18 h 30.

Deuxième festival des travailleurs immigrés

Une soirée dans un cinéma de Ménilmontant

Nous avons présenté dans le N°195 de Rouge le 2° Festival de Théâtre populaire des Travailleurs immigrés en France. Depuis, plusieurs manifestations ont déjà eu lieu avec succès, tant à Paris qu'en province. Nous rendons compte ici de la soirée franco-palestinienne de mardi à Paris, à Ménilmontant

La soirée de mardi a rempli la salle du cinéma Ménilmontant de nombreux travailleurs immigrés, mais aussi de spectateurs français.

Un film était programmé, *Kafr Kassem*, qui raconte un épisode sanglant de la conquête sioniste : en 56, dans la foulée de l'attaque d'Israël contre l'Egypte qui venait de nationaliser le canal de Suez, l'armée israélienne

rafle les terres des petits paysans arabes du village de Kafr Kassem, en massacrant la presque totalité de ses habitants. Les responsables, ont payé leur exaction au plus de deux ans de prison, et ont tous été réintégrés leur grade ensuite.

Cependant, le film qui insiste trop sur le « fait », et pas assez sur les tenants et aboutissants d'une telle politique,

Aubervilliers

LA REVOLUTION PORTUGAISE EN QUATRE FABLES



Quatre soldats et un accordéon de R. Demarcy

Richard Demarcy a écrit un ensemble de quatre fables sur les principaux événements qui ont marqué le processus révolutionnaire au Portugal, depuis le 25 avril 74. « Quatre soldats et un accordéon » est la dernière de la série. Elle relate la tentative de coup d'Etat du 11 mars 75, et plus précisément l'attaque manquée des parachutistes contre le RAL (Régiment d'artillerie légère N° 1), fer de lance de la radicalisation révolutionnaire dans l'armée, dans la banlieue de Lisbonne.

Cette fable a été jouée à Lisbonne en avril de cette année, au Centro cultural da Comuna. Elle sera représentée au théâtre de la Commune d'Aubervilliers, du 13 au 20 novembre.

moral et matériel, certes nécessaires, mais insuffisants, pour étayer le combat armé contre la réaction et l'impérialisme au Proche-Orient.

La journée de samedi 13 commencera à 14 heures, avec le film de Bertuccelli, *les Remparts d'argile*. Et à 16 heures, une troupe de théâtre de Grenoble présentera une pièce de son cru.

Il s'agit-là de manifestations qui, dans leur ensemble, démontrent que la lutte politique peut donner naissance, sans le subordonner, à un théâtre spécifique.

Radzac

• Pourquoi la « Compagnie du 14 et 15 novembre » ?

— Ça pourrait aussi bien être 10 février ou 22 mars : autant de noms que de dates de représentation. Cela signifie que la compagnie n'existe qu'en fonction de ce que nous faisons : des interventions épisodiques de trois travailleurs du spectacle dispersés dans trois villes.

Nous avons chacun derrière nous plusieurs années de travail théâtral. Faire du théâtre à Bordeaux, c'est travailler 10 heures par jour pour 800 F par mois, sans Sécurité sociale : les troupes de « jeune théâtre » ne sont pas subventionnées, elles sont constituées en sociétés coopératives de production ou en groupes d'intérêt économique (GIE) ; elles sont donc leur propre patron : tout le fric passe dans la production des spectacles et la rémunération des comédiens, il n'y en a plus pour payer les cotisations sociales...

Nous, nous avons refusé cette alternative ; nous avons trouvé des boulots « alimentaires » (Yvan à Paris, Guy en Avignon, Gilbert à Bordeaux) et décidé d'intervenir ponctuellement ensemble, en intégrant explicitement cet « exil ».

• « Intervenir », mais sur quoi ?

— Sur le phénomène théâtral à Bordeaux. La vie culturelle ici tourne autour de quelques institutions et temps forts : le Grand Théâtre, le Mai musical de Bordeaux, Sigma, une troupe permanente subventionnée (La Compagnie dramatique d'Aquitaine), et deux ou trois troupes de « jeune théâtre ». A titre de comparaison, une ville comme Lyon compte cinq ou six troupes subventionnées et une trentaine de troupes de « jeune théâtre » !

AUXERRE

• Le 14 novembre à la MJC des Vauvriers, bd de la Résistance, à partir de 14 h : théâtre Nedjema, groupe folklorique des Portugais de Plaisir, les Rois des Baby Claquettes. Débat, restauration.

SAINT-ETIENNE

• Le 12 novembre, de 14 h 30 à 17 h 30, rencontre de femmes immigrées au Foyer du Babet, place Joannès-Merlat. Et à 21 h *La guerre du pétrole n'aura pas lieu* au cinéma Le France, 8, rue de la Valse.

• Le 13 novembre, à partir de 10 h à la salle des fêtes de la Bourse du travail, cours Victor-Hugo : vente de livres, exposition, animation musicale, le groupe Zait et Bait, montage audio-visuel et à 20 h 30 : soirée sur le Maroc.

• Le 14 novembre au même endroit à 14 h 30, théâtre : *On y va, Zait ?* Ce jour-là, le festival est dans la rue, au marché aux Puces, avenue Augustin-Dupré.

Demandez le programme

MARSEILLE

• 14 novembre, 15 h, salle de la Mutualité, rue François-Moisson : Théâtre Al Jalya, danses africaines.

NANCY

• Au CEG, cours Léopold, le 13 à 20 h 30 : musique et danses. Le 14 à 15 h : Théâtre Al Assifa.

LONGWY

• 14 novembre, 20 h, au Centre social, avenue du Lycée, Longwy-haut : troupe marocaine de musique et de danses.

BORDEAUX

• 13 et 14 novembre, à la grande salle des fêtes du Grand-Parc : Théâtre africain Yes Tenemos Bananas.

COMPIEGNE

• 12 novembre à 20 h 30 *Mohamed Diab* (film), 13 nov.

14 h 30 : chants et danses. Expositions, musique indienne, etc. Salle du Marché aux Herbes, et foyer AFTAM.

BONDY

• 12 novembre, 21 h au Centre E.-Vaillant, film : *Nationalité immigré*.

PUTEAUX

• 14 novembre à l'Hôtel de Ville : l'Action théâtrale arabe, groupe folklorique portugais de Versailles, chorale portugaise.

BOULOGNE

• 13 novembre à la Salle municipale, 83 rue J.-Jaurès, 15 h : Théâtre africain Masques, Groupe de musique arabe.

• 14 nov., à 16 h, à la MJC, 155, rue de Sully : Les comédiens émigrés de Grenoble, *Nationalité immigré*, expo sur l'Afrique du Sud.

PARIS

• 12 novembre, 20 h 30, Accueil et promotion, 10, rue Affre, film : *Carré Sanoko*.

• 13 novembre. A la maison « Terras de Espana », 26 rue d'Assas (6°) de 18 h à 22 h : Exposition, débat, film (*Femmes immigrées*), musique, chansons. Salle Saint-Bruno (18°) à 20 h : Al Assifa. Théâtre Ménilmontant, 15, rue du Retrait (20°) 14 h 30-20 h : les Comédiens émigrés de Grenoble, musique, film (*la Fin du dialogue*). AGECA, 117, rue de Charonne (11°), de 17 h à 23 h : Damraoui, chanteur marocain, Théâtre arabe dans l'immigration.

• 14 novembre. Maison « Terras de Espana » de 15 h à 22 h : Expositions, théâtre de marionnettes, chanteurs : Paulo, Carlos Andreu, Mara, Tamayo. Restauration. Salle Saint-Bruno, 15 h : Théâtre Témoin.

• Jusqu'au 15 novembre. MJC Saint-Michel (6°), Exposition de peintres arabes et africains et journées cinéma sur l'immigration. Salle Marcadet, 129, rue Marcadet (18°) à 20 h 30 : Théâtre de la Gronde.

## •Musique

Avant le festival Bas rock

# STEVE HILLAGE, BENOIT BLUE BOY à Orléans, Tours et Rouen

La tournée de Steve Hillage en France se terminera le 6 novembre au Festival bas rock à Paris. Mais auparavant, Steve aura l'occasion de se produire dans trois concerts de province qui, sans avoir l'impact du concert parisien, promettent tout de même d'être intéressants : Rouen, Tours, Orléans. Trois villes où un concert peut servir de tremplin à de nouvelles méthodes de production de concert.

A Rouen et à Tours, le passage de Steve Hillage et de Benoît Blue Boy, le groupe français qui tourne, est l'occasion d'une mini-fête Rouge locale, dont l'élément principal est la musique.

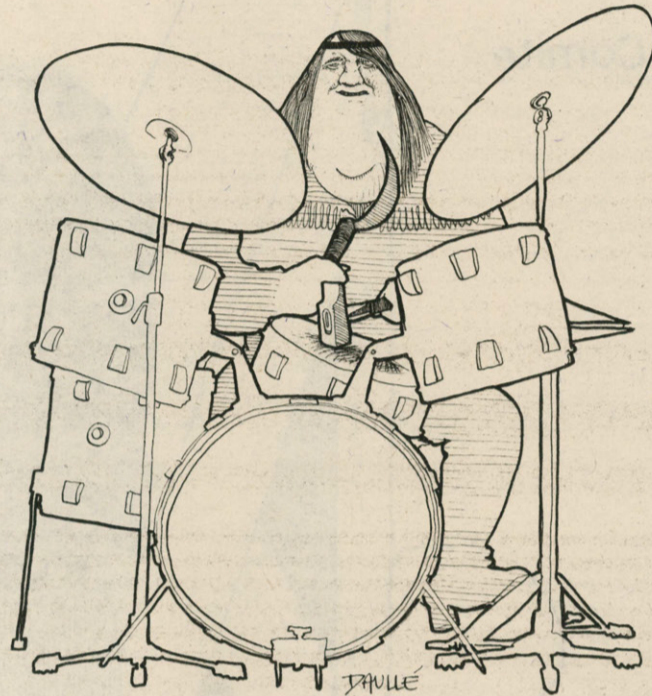
C'est-à-dire que les militants de ces deux villes ont essayé de montrer que la manière dont on organise un concert est une chose très politique, parce qu'elle permet d'introduire l'existence d'une vie musicale locale, souvent réprimée ou ignorée.

A Rouen, on ne compte plus les groupes qui se sont formés puis qui se sont dispersés dans les bals. Rouen a la réputation de ne jamais très bien accueillir les concerts. Les organisateurs de concerts s'y risquent rarement.

Dans la région, seul Le Havre a un public très régulier et vivant, tout axé autour du rock classique. Sinon, c'est plutôt le désert.

A Tours, Royer se fait sentir. Seul le folk a eu l'occasion de s'exprimer ; tous les concerts de rock dans cette ville ont été un échec ou presque.

Il n'existe pas de salle, mais des tas de groupes qui ont un an, deux ans de répétition, de travail et trois concerts seulement à leur palmarès. Tours est la



mort de la musique. A Orléans, la musique a un passé plus brillant, plus

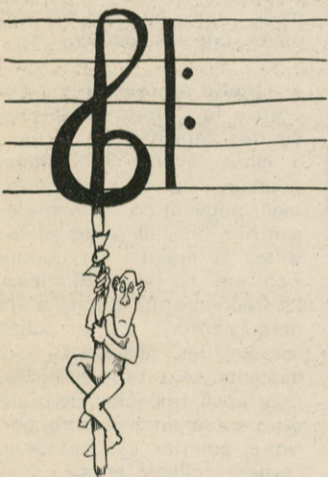
Une prise de conscience des contradictions matérielles des musiciens, d'une certaine misère culturelle ou des problèmes financiers d'un concert a permis qu'un débat s'instaure : « Que peuvent faire des militants face à la misère culturelle d'une localité ? ». Des contacts ont été pris entre musiciens et militants.

facile. Une vie locale de la musique a laissé les structures et des gens qui s'intéressent à l'organisation de concerts. Aspect, l'organisation locale, a même un public à elle, des habitudes, et n'a eu donc aucun mal à prendre en charge le troisième concert

**Musiciens et militants : un premier contact**

De nombreux débats sont apparus autour de la production des concerts.

Il ne pouvait qu'en sortir quelque chose d'intéressant.  
Rouen : 3 novembre, salle des Fêtes de Grand-Quevilly 19 h 00  
Tours : 4 novembre, théâtre de l'Université, 18 h 00  
Orléans : 5 novembre, salle des Fêtes, 20 h 00



## Peinture lourde

« La ville près de la rivière » (un tableau) a été vendu aux enchères à Munich pour 8 000 marks (1 600 F) à un collectionneur ouest-allemand. Dit comme cela, rien de surprenant, ni de choquant.

Un détail seulement : le « peintre » auteur du tableau, se nommait Adolf Hitler. Un spécialiste de la « peinture » à l'arme lourde.



## K7 UNIVERSITE ROUGE

Sont disponibles actuellement :

- Le mode de production capitaliste (J.Valier) ;
- Les contradictions du capitalisme (J.Valier) ;
- L'impérialisme (J.Valier) ;
- L'Etat dans la société capitaliste (M.Hallouze) ;
- Le matérialisme historique (J.M. Vincent) ;
- Les classes sociales 1 (D.Bensaïd) ;
- Les classes sociales 2 (D.Bensaïd) ;
- La théorie léniniste de l'organisation (H.Weber) ;
- La dégénérescence bureaucratique du mouvement ouvrier (H.Weber) ;
- Le phénomène stalinien 1 (G.Filoché) ;
- Le phénomène stalinien 2 (G.Filoché) ;
- La crise actuelle du capitalisme (J.Valier) ;

Les deux nouvelles :

- Le Front Populaire (P.Franck) ;

Le Parti Communiste Français (D. Berger) ;

En préparation :

- Le modèle chinois (F.Carlier) ;

Pour toute commande envoyer la publicité en cochant le nombre voulu et les k7 correspondantes (pour 12)

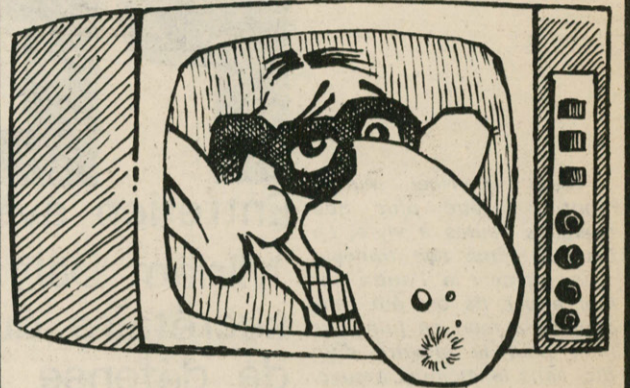
- 12 k7 : 250 F port inclus
- 14 k7 : 290 F port inclus

à l'adresse des Editions de la Taupe Service K7 Formation 10, impasse Guéménée 75004 PARIS

Chèques libellés à l'ordre des Editions de La Taupe  
Toutes ces K7 sont en vente à l'unité à la Librairie Rouge : 25 F.

# K7. UR

## télévision



- TF 1 -

- 12.15 Réponse à tout
- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.45 Restez donc avec nous
- 14.45 Ton ombre est la mienne  
Un film franco-cambodgien, sur un scénario d'Han Suyin.
- 18.05 A la bonne heure
- 18.35 Pour les jeunes
- 19.00 Anne jour après jour (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Eh bien, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Des autos et des hommes  
N° 4 : les années folles (1924-1930).
- 21.25 Ces années-là... 1969
- 22.25 Le visage de la peur (film TV américain)
- 23.40 Elections américaines  
Premiers résultats, en direct.

- A 2 -

- 13.35 TV régionale
- 13.50 Journal à l'intention des sourds et des malentendants
- 14.00 Les après-midi d'Antenne 2
- 15.05 Mannix (série d'aventure)
- 18.00 Fenêtre sur...  
Pourquoi la Terre ? Avec Albert Ducrocq.
- 18.35 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 La caméra invisible
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran : les élections américaines.  
La Maison-Blanche, pourquoi pas ?  
Ce reportage-documentaire est suivi d'un premier débat.
- 21.45 Votez McKay  
Un film de Michel Ritchie, qui devrait alimenter le débat suivant sur les institutions américaines.

- FR 3 -

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cycle Tarzan  
Tarzan s'évade.
- 21.55 Journal

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
VILLE : .....  
CODE POSTAL : .....

### TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal).  
Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.  
Le chèque barré est à l'ordre de Société de Presse Nouvelle avec la mention « abonnement ».  
Pour les plus fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.  
Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.  
Pour toutes correspondances, joindre une bande d'abonnement.

### ANCIENS NUMEROS

Les anciens numéros de Rouge quotidien sont disponibles. Pour se le procurer, les commander à : Société de Presse Nouvelle, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100, Montreuil.  
Prix de l'exemplaire : ..... 1,50 F  
10 exemplaires : ..... 13 F  
20 exemplaires : ..... 25 F

Au-delà de 20 exemplaires commandés, compter 1 F par exemplaire.  
Mode de paiement :  
— Jusqu'à 9 exemplaires, joindre la somme en timbres.  
— A partir de 10 exemplaires : chèque à l'ordre de la SPN.



# PENDOUS ?

Mary et Noel Murray n'ont peut-être plus que quelques heures à vivre. La Cour suprême doit trancher d'un moment à l'autre sur leur appel. Ils ont été condamnés à mort en juin dernier, pour le meurtre d'un flic, sans la moindre preuve, « aucune preuve qu'un tribunal normal accepterait », comme nous l'a dit Miriam Daly, venue à Paris pour la tenue d'un meeting de solidarité.

**Rouge :** Peux-tu parler de l'interrogatoire des Murray ?

**Miriam Daly :** Dès leur arrestation, la violence a été employée contre eux. Au commissariat, Noel n'a eu le droit de rien manger ni boire. Pendant des heures, les flics lui ont donné des coups de pieds et poings. Puis, ils lui ont mis la tête dans la cuve des WC, et lui ont uriné dessus. Noel n'a pas arrêté d'exiger un avocat. Quand ils finirent par accepter, il fit la déposition suivante : « J'ai été brutalisé. Si je fais une autre déposition, ça ne sera que parce qu'ils ont continué à me torturer. » Cette déposition, les flics prétendent l'avoir perdue, ne plus s'en souvenir. Ils ont refusé qu'elle soit produite au tribunal, alors qu'ils en ont fournies des fausses.

● Et Ronan Stenson ?

● Il a été arrêté avec Noel et Mary. C'était un jeune homme en excellente santé. Mais il a tant souffert pendant son interrogatoire qu'il fait maintenant dépression nerveuse sur dépression nerveuse. Ses médecins ne savent pas quand il guérira. Son procès a dû être repoussé et séparé de celui des Murray. Au commissariat, Ronan était pendu par les cheveux pendant des heures.

● La torture n'est donc pas le privilège de l'Irlande du Nord ...

● Effectivement. Depuis quelques mois, elle n'a cessé d'être utilisée. 8 militants du Parti socialiste républicain irlandais ont été torturés et ont porté plainte auprès de la Cour suprême des Droits de l'Homme. Noel Murray a aussi porté plainte contre l'inspecteur Ryan qui l'a interrogé.

● Peux-tu parler du procès des Murray ?

● Il a été partial, du début à la fin. Tout d'abord, il a eu lieu devant la Cour criminelle spéciale, théoriquement réservée pour les conspirations armées contre l'Etat, ce qui n'est pas le cas des Murray. Ensuite, pendant tout le procès, le juge Martin s'est comporté en procureur et en défenseur de la police plus qu'en juge. Ce type de comportement est si notoire chez lui qu'une fois, il a été réprimandé par ses supérieurs. De plus, un autre juge connaissait déjà Noel pour l'avoir jugé dans une autre affaire. C'est illégal.

● Dans quelles conditions les Murray sont-ils détenus ?

● Dans le passé, il est arrivé

Entretien avec  
**Miriam Daly**  
secrétaire du Comité  
de défense  
des Murray

**« S'ils tuent Marie et Noel, le mot Irlande puera dans le monde entier... »**

plusieurs fois que des républicains soient condamnés à mort.

Mais ils ont toujours eu le droit aux visites, au courrier, à la lecture. Mary et Noel n'ont le droit à rien de tout cela. Ils n'ont même pas le droit de se rencontrer. Ils ont deux gardiens sur le dos 24 heures sur 24. On leur refuse de voir un prêtre. Seuls, les parents de Noël ont le droit de les voir. Aucun ami, aucun camarade, aucun membre du Comité de défense n'a eu le droit de les voir, cela en vertu d'une nouvelle loi sur les prisons destinée à empêcher les avocats d'apporter du matériel aux prisonniers républicains.

● La condamnation à mort des Murray semble s'inscrire dans une offensive généralisée contre les libertés démocratiques en République d'Irlande ...

● Bien sûr ! Il y a la torture, les lois sur les prisons dont j'ai parlé. Mais il y a depuis peu l'état d'urgence. La constitution peut être suspendue. La police a maintenant le droit de garder à vue une semaine

entière. Quand on pense à ce qu'ont enduré les Murray en 2 jours, il y a de quoi frémir ! Et 7 jours sans avocat, sans visites, sans prêtre, sans docteur. Le tout sans inculpation, sans preuve ... L'armée a aussi le droit maintenant d'arrêter les civils et de les garder à vue 6 heures durant. Tout directeur de journal qui publie quelque chose qui en fait déplaît au gouvernement risque jusqu'à 10 ans de prison. Nous allons droit à un gouvernement militaire !

● Quelle est l'attitude de la presse par rapport aux Murray ?

● C'est la censure complète.

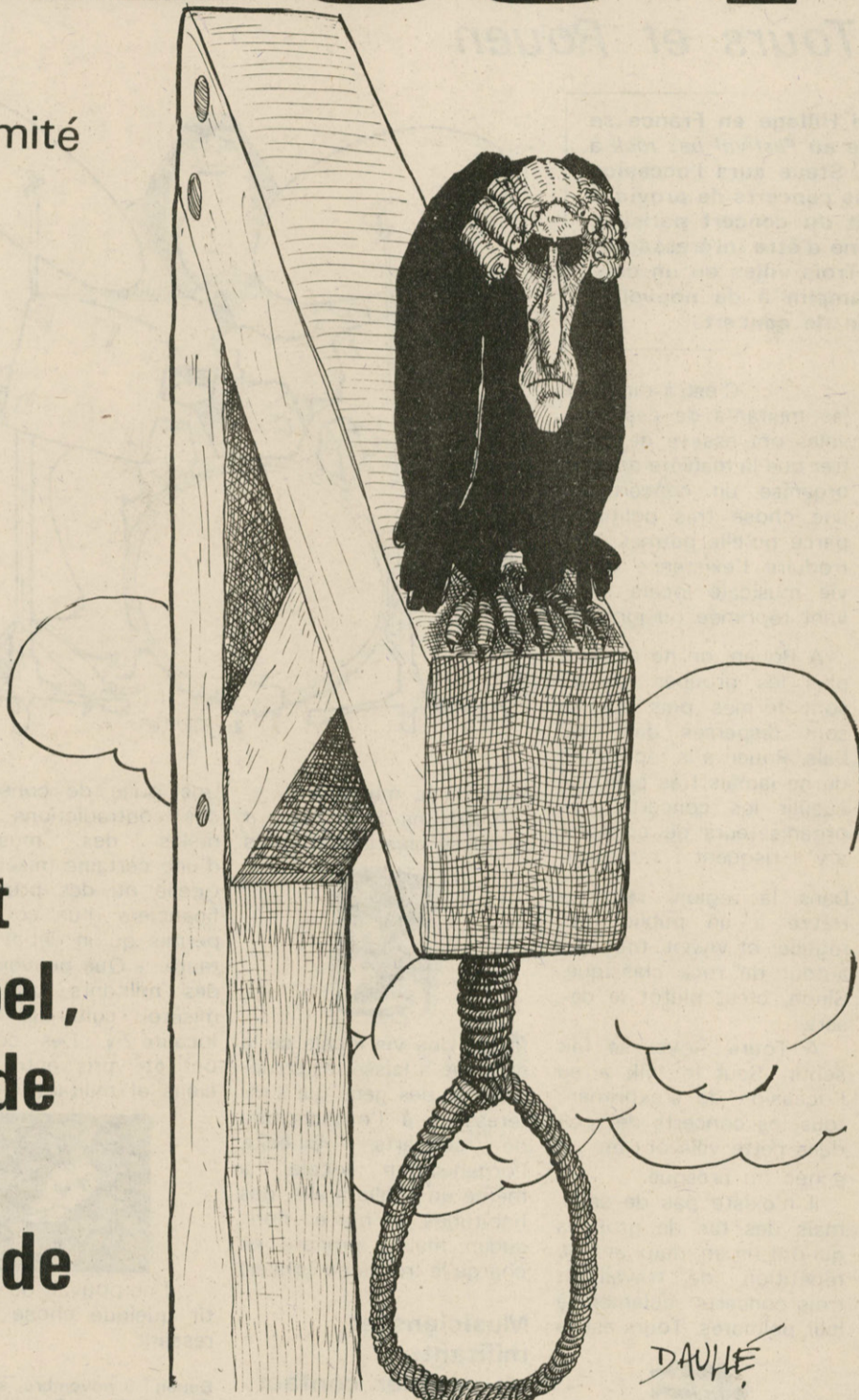
C'est plutôt de leur part une autocensure préventive maintenant, pour éviter des poursuites. *Irish Times* et *Hibernia* avaient publié des lettres et des communiqués contre la peine de mort. Ils ont été poursuivis pour « insulte au tribunal ». *L'Irish Times* s'en est sorti en faisant des excuses et la promesse de ne plus jamais recommencer. Pour *Hibernia*, l'affaire est en appel. Son directeur, John Mulcahy, risque de voir confirmer la suppression des biens du journal.

● Quelle a été l'attitude du fameux Mouvement des femmes pour la paix ?

## L'ASSASSINAT DE MAIRE DRUMM

Le comité Irlande-France « proteste vigoureusement contre le meurtre de Maire Drumm, dirigeante du Mouvement républicain provisoire, par les Britanniques et leurs acolytes (UDA, UVF).

« Le caractère ignoble de cet assassinat montre jusqu'à quel point sont prêts à aller les Britanniques dans leur stratégie de tension en Irlande du Nord à l'heure où le Mouvement de la paix, qui apparaît de plus en plus manipulé par eux, a perdu toute crédibilité. »



commuer les peines de mort. Mais on serait en droit d'attendre plus, puisque l'opposition à la peine de mort fait partie des statuts des syndicats. En fait, les syndicats sont liés au Parti travailliste irlandais, qui est au gouvernement avec le parti de droite Fine Gael. Puisque les syndicats font partie de ce gouvernement, leur opposition est timorée.

● Quelle est l'attitude des organisations républicaines ?

● L'IRSP (Parti socialiste républicain irlandais) a soutenu la campagne activement depuis le début. De même les Provisoires ont soutenu la campagne, ont fait une motion à leur récent Ard-Fheis (congrès), des articles dans leur presse. Les Officiels n'en ont pas parlé, à part une résolution contre la peine de mort, qui ne mentionnait même pas les Murray.

● Quelle répression y a-t-il contre le Comité de défense des Murray ?

● Nous avons 8 militants poursuivis pour « comportement pouvant conduire au désordre » ou « menaces et insultes à agent » ou encore « collage illégal d'affiches ». La trésorière du Comité a été perquisitionnée par la police secrète, les téléphones des militants sont tous brouillés, pour nous empêcher de prendre des contacts à l'étranger. Notre courrier est détourné, l'argent collecté pour la solidarité à l'étranger ne nous parvient pas toujours. Cela ne fait aucun doute : il est dans les mains de la Police spéciale.

● Qu'est-ce qui a été fait au niveau international ?

● Des actions importantes ont été menées à Tokyo, Amsterdam, en Allemagne occidentale, en Italie, au Portugal, à Paris, au Canada, en Nouvelle-Zélande. En Grande-Bretagne aussi. La solidarité s'est beaucoup développée dans les universités. Tout cela est très important. Le gouvernement irlandais attache beaucoup d'importance à son image de marque à l'étranger. Ils voudraient se faire passer pour des libéraux à l'extérieur alors qu'ils sont fascistes à l'intérieur. Si ce message pouvait leur parvenir : que s'ils tuent Mary et Noel, le mot « Irlande » puera à travers le monde entier. Cela pourrait les faire changer d'avis. Cela pourrait sauver les Murray.

● Une dernière question : la Cour suprême se réunit le 1<sup>er</sup> novembre. Comment va se dérouler la procédure ? Les Murray risquent-ils d'être pendus immédiatement ?

● Noel a retiré son appel. C'est la première chose qu'ils vont discuter : acceptent-ils son retrait d'appel. Nous devons insister pour qu'ils acceptent. C'est la volonté de Noel, il a ses propres raisons pour le demander. Noel risque d'être pendu entre le 10 et le 20 novembre. Pour Mary, cela risque d'être légèrement plus tard. Il nous reste peu de temps pour les sauver.

● Pour elles, tout cela, c'est de la politique ! Ça ne les regarde pas. La seule chose qui les intéresse, c'est de condamner la violence de l'IRA provisoire.

● Quelles actions a menées le Comité de défense des Murray ?

● Nous avons tenu des meetings, des manifestations et des piquets devant les prisons de Mountjoy, Curragh, Portlaoise. A Belfast, nous avons occupé les bureaux de *l'Irish Independent* qui fait le silence sur les Murray. Nous avons collecté des fonds : c'est très important, pour payer les avocats qui vont voir les Murray, pour payer nos propres frais de justice (il y a 8 procès contre nous).

● Quelle est l'attitude des syndicats ?

● Certains syndicats ont adopté des résolutions condamnant la peine de mort, comme le Conseil des syndicats de Dublin. A titre individuel, le secrétaire général de l'ITGWU (syndicat des transports), Michael Mullen, a demandé au gouvernement de